



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 43 du 28 novembre 2008

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- * sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
- * aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 1^{er} décembre 2008

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	750
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....	750
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES	750
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2008-392 en date du 30 octobre 2008 portant nomination des membres du Conseil d'administration de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de Meurthe et Moselle.....	750
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	751
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	751
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement.....	751
Extrait de l'arrêté n° PPRT 2008-001 du 18 novembre 2008 prescrivant l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques du site Sévéal de Ludres.....	751
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières.....	751
Extrait de l'arrêté du 20 novembre 2008 attribuant le label de Relais Services Publics (RSP).....	751
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	752
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	752
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 18 novembre 2008 (Meurthe-et-Moselle/Vosges) portant modification des statuts du syndicat intercommunal des eaux de l'Euron-Mortagne.....	752
Extrait de l'arrêté du 18 novembre 2008 répartissant les immobilisations corporelles du syndicat intercommunal de la colline inspirée (SICI) entre les communes de Saxon-Sion et de Vaudémont suite à la dissolution de l'établissement	752
Extrait de l'arrêté du 18 novembre 2008 autorisant l'extension des compétences de la communauté de communes du Grand Couronné en matière d'aménagement de l'espace.....	752
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 25 novembre 2008 (Meurthe-et-Moselle/Vosges) autorisant l'adhésion de la commune de Blénod-lès-Toul à la communauté de communes de l'EPCI du Pays de Colombey ainsi que la modification des statuts de l'établissement.....	753
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	753
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE.....	753
Extrait de la délibération n° 72/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 21 octobre 2008.....	753
Extrait de la délibération n° 73/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 21 octobre 2008.....	753
Extrait de la délibération n° 74/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 21 octobre 2008.....	753
Extrait de la délibération n° 75/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 21 octobre 2008.....	754
Extrait de la délibération n° 76/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 21 octobre 2008.....	754
Extrait de la délibération n° 77/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 21 octobre 2008.....	754
Extrait de la délibération n° 78/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 21 octobre 2008.....	754
Extrait de la délibération n° 79/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 21 octobre 2008.....	754
Extrait de la délibération n° 80/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 21 octobre 2008.....	755
Extrait de la délibération n° 81/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 21 octobre 2008.....	755
Extrait de la délibération n° 82/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 21 octobre 2008.....	755
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	755
Protection sociale.....	755
Extrait de l'arrêté D.R.A.S.S. n° 2008-222 en date du 5 novembre 2008 portant retrait d'agrément d'une mutuelle	755
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST	755
Division d'exploitation de Metz.....	755
Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-080 en date du 20 novembre 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de reprofilage en amont de l'ouvrage au PR 54+090 sur la RN 57.....	755
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	756
Service actions et établissements de santé	756
Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 01226-08 du 17 novembre 2008 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale - Agrément n° 15 - Autorisation n° 54-74 - Autorisation n° 54-92.....	756
Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 01230-08 du 17 novembre 2008 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale, 21 rue de la Liberté - 54490 Piennes - Autorisation n° 54-92	757
Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 01342/08 du 20 novembre 2008 portant modification de la SELARL d'orthophonistes « ABC LANGAGES », 8 place de la République - 54270 Essey-lès-Nancy - Inscription n° 54-96-01	757
Service solidarité autonomie.....	758
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1248 du 24 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Briey	758
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1249 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal 3 H SANTE à Cirey-sur-Vezouze	758
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1250 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre de moyen séjour de Faulx.....	759
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1252 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson.....	759
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1253 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port.....	759
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1254 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre Hospitalier de Toul.....	760
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1255 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de la Maison hospitalière de Baccarat.....	760
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1256 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre J. Parisot à Bainville-Sur-Madon géré par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle	760
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1257 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'association hospitalière de Jœuf.....	761
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1258 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'Association Hospitalière Saint-Elou à Neuves-Maisons	761
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1259 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome de Giraumont.....	761

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1260 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « HOTELIA » à Laxou.....	762
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1261 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Résidence d'automne » à Laxou	762
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1262 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Jardins du Charmois » de Vandœuvre-lès-Nancy	763
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1263 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de l'activité « Centre Germaine Marchal de NANCY » géré par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle ...	763
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1264 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'hôpital local intercommunal de Pompey / Lay-Saint-Christophe	764
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1265 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port.....	764
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1266 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du Centre Hospitalier de Toul	764
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1267 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du Centre de Moyen Séjour de Faulx.....	765
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1268 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'Association Hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons.....	765
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1269 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome du centre de soins Sainte-Marie à Nancy	765
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1270 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome d'Audun-le-Roman	766
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1271 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Briey-Homécourt	766
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1272 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Colombey-les-Belles	767
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1273 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome d'Haroué	767
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1274 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy	768
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1275 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » situé 38 rue de Dieuze à NANCY géré par l'Office d'hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle.....	768
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1276 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Royaumeix	768
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1277 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de l'ALSAD à Villers-lès-Nancy	769
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1278 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Résidence Poincaré" de Bouxières-aux-Dames	770
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1279 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Grands Jardins" de Colombey-les-Belles.....	770
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1280 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Charles" de Dombasle-sur-Meurthe	771
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1281 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "La Fontaine de Lincourt" de Einville-Au-Jard	771
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1282 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Joseph" d'Essey-lès-Nancy.....	772
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1283 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de Gerbéviller	772
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1284 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Lilas" de Jarny	773
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1285 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Le Haut du Bois" de Jarville-la-Malgrange.....	774
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1286 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Bruyères" de Joudreville	774
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1287 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "J. F. Fidry" de Labry	775
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1288 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "L'Oseraie" de Laxou	775
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1289 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "La Roseraie" de Longuyon	776
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1290 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Louis" de Longwy	776
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1291 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Sainte Thérèse" de Ludres.....	777
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1292 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Dominique" de Mars-la-Tour.....	777
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1293 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Ma Maison" de Nancy	778
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1294 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Notre Maison" de Nancy	778
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1295 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Joseph" de Nancy	779
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1296 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Rémy" de Nancy	779
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1297 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Sauveur" de Nancy	780
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1298 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Simon Bénichou" de Nancy.....	780
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1299 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Iris" de Onville	781
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1300 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint François d'Assise" de Pont-à-Mousson	781

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1301 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Sablons" de Pulnoy	782
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1302 du 19 novembre 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de Rosières-aux-Salines	782
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1303 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Centre Brancion" de Royaumeix	783
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1304 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Compassion" de Saint-Firmin	783
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1305 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Le Clos Pré" de Saint-Max	784
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1306 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Sainte Sophie" de Thiaucourt	784
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1307 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Sainte Famille" de Vandoeuvre-lès-Nancy	785
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1308 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Charles" de Vézelize	785
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1309 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Verrière" de Villers-lès-Nancy	786
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1310 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les 4 Cantons" de Baccarat	786
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1311 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les 3 Rivières" de Blainville-sur-l'Eau	787
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1312 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les Etangs" de Einville-au-Jard	787
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1313 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Val de Lorraine" de Pont-à-Mousson	788
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1314 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut public autonome de Jarny	788
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1315 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut public autonome de Vézelize	789
Extrait de l'arrêté n° 1328 du 20 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'hébergement et de réinsertion sociale gérés par l'Association Lorraine d'Assistance aux Libérés (A.S.L.O.R.A.L.)	789
Extrait de l'arrêté n° 1329 du 20 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'hébergement et de réinsertion sociale « Marguerite VALLETTE » géré par l'association Le Gîte Familial	790
Extrait de l'arrêté n° 1330 du 20 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'adaptation à la vie active « Ateliers 18 » géré par l'association Le Gîte Familial	790
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1336 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « La Roche aux Carmes » à Longwy	791
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1337 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Ophéliades » de Nancy	791
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1338 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Résidence Les Cygnes » de Nancy	792
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1339 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Hôtel Club » de Saint-Max	792
Extrait de l'arrêté n° 1343 du 20 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'Association pour un Lien Social et des Espaces Solidaires (A.L.I.S.E.S.)	793
Extrait de l'arrêté n° 1344 du 20 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Point d'accueil et d'urgence sociale de Briey géré par l'Association pour un Lien Social et des Espaces Solidaires (A.L.I.S.E.S.)	793
Extrait de l'arrêté n° 1345 du 20 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Point d'accueil et d'urgence sociale de Longwy géré par l'Association pour un Lien Social et des Espaces Solidaires (A.L.I.S.E.S.)	794
Extrait de l'arrêté n° 1346 du 24 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Comité d'Entraide aux Français Rapatriés (C.E.F.R.)	794
Extrait de l'arrêté n° 1349 du 24 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service ANTIGONE géré par l'association Accueil et Réinsertion Sociale (A.R.S.)	795
Extrait de l'arrêté n° 1351 du 24 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centres d'hébergement et de réinsertion sociale gérés par l'association Accueil et Réinsertion Sociale (A.R.S.)	795
Extrait de l'arrêté n° 1352 du 24 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 la dotation globale de financement de la structure « Lits Halte Soins Santé » gérée par l'association Accueil et Réinsertion Sociale (A.R.S.)	796
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1371 du 26 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement	797
d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal de Pompey/Lay-St-Christophe	797
Extrait de l'arrêté n° 1373 du 26 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Le Grand Sauvoy	797
Extrait de l'arrêté n° 1374 du 26 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'adaptation à la vie active géré par l'association Le Grand Sauvoy	797
Extrait de l'arrêté n° 1375 du 26 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'hébergement et de réinsertion sociale - Foyer de Jeunes – géré par l'association Clair Logis	798
Extrait de l'arrêté n° 1378 du 26 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'adaptation à la vie active géré par l'Association Lorraine d'Aide aux Sans Abri (A.L.A.S.A.)	799
Extrait de l'arrêté n° 1379 du 26 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'hébergement et de réinsertion sociale - Foyer de la Libération – géré par l'Association Lorraine d'Aide aux Sans Abri (A.L.A.S.A.)	799
TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	800
Arrêté du 12 novembre 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian BRUNET, trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle	800
Délégation générale de signature du 25 novembre 2008	801
AUTRES SERVICES	803
RESEAU FERRE DE FRANCE	803
Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 1 ^{er} octobre 2008 d'un terrain sis à Chaudeney-sur-Moselle (54)	803
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY	804

Décision n° 050/08 du 12 novembre 2008 portant délégation de signature à Madame Nadine VAUTRIN, directeur adjoint chargé de la direction des usagers, de la qualité et de la communication.....	804
Décision n° 052/08 du 12 novembre 2008 portant délégation de signature à Monsieur Fabrice CORDIER, directeur adjoint chargé des affaires financières et du système d'information hospitalier, du bureau des admissions et de l'administration des biens des malades.....	804
Décision n° 053/08 du 12 novembre 2008 portant délégation de signature à Monsieur Bernard HURSON, directeur adjoint.....	805
Décision n° 055/08 du 18 novembre 2008 portant délégation de signature à Mademoiselle Anne MANGIN, pharmacien.....	805

AVIS ET COMMUNICATIONS	806
-------------------------------------	------------

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	806
----------------------------------------------	------------

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	806
-------------------------------------------------------	------------

Service aménagement, risques et urbanisme	806
-------------------------------------------------	-----

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 5359 du 25 novembre 2008 autorisant A.I.R. à exécuter des travaux sur les communes de Longwy et Herserange	806
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 6666 du 25 novembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Conflans-en-Jarnisy.....	806
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 11008 du 25 novembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Angomont.....	806
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 14865 du 25 novembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Varangéville.....	806
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 25338 du 25 novembre 2008 autorisant EFFIM à exécuter des travaux sur la commune de Crusnes.....	806
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

AUTRES SERVICES	807
------------------------------	------------

CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE	807
---------------------------------------------------------------	------------

Extrait de la décision CIL n° 08618 du 31 octobre 2008 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant la mise en œuvre de l'analyse de l'évaluation des Maisons de Santé Rurales	807
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES**

Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2008-392 en date du 30 octobre 2008 portant nomination des membres du Conseil d'administration de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de Meurthe et Moselle

Le préfet de la Région Lorraine
Préfet de la zone de défense Est
Préfet de la Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Sont nommés membres du conseil d'administration de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de Meurthe et Moselle :

En tant que représentants des assurés sociaux :

- sur désignation de la Confédération générale du travail (CGT) ;

Titulaires : Mme Laurence BORDRON
Mme Marie-Jeanne PHILBERT-ESCARFAIL

Suppléant : M. Pascal HEIDINGER

- sur désignation de la Confédération générale du travail Force ouvrière (CGT-FO) ;

Titulaires : M. Jean-Louis ARNOULD
M. Daniel PÉCHÉ

Suppléants : M. Jean-Marie ROBERT
Mme Madeleine THIEBAUT née LINDECKER

- sur désignation de la Confédération française démocratique du travail (CFDT) ;

Titulaires : Mlle Julie DESCADILLES
M. Sidney ROSENBERG

Suppléants : M. Gérard GUILLEMINAULT
Mme Béatrice MATTON née KANITZER

- sur désignation de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) ;

Titulaire : Mlle Caroline TYKOCZINSKY
Suppléante : Mme Marie LAROCHE née GARCIA

- sur désignation de la Confédération française de l'encadrement CGC (CFE-CGC) ;

Titulaire : Mme Jocelyne MEYER
Suppléant : M. Christian MEYER

En tant que représentants des employeurs :

- sur désignation du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) ;

Titulaires : M. François MOTTY
M. Serge PETIOT
M. Jean-Marc ROBIN

Suppléants : Mme Fanny FELLER
M. Grégoire MERMET
M. Jean-Paul SUISSE

- sur désignation de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) ;

Titulaire : M. Etienne MALHER
Suppléant : M. Fabian COSTET

- sur désignation de l'Union professionnelle artisanale (UPA) ;

Titulaire : Mme Ginette CASPAR née PLOMTEUX-HARTZ
Suppléant : M. Jean-Jacques CLERC

En tant que représentants des travailleurs indépendants :

- sur désignation de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) ;

Titulaire : M. Stéphane HEIT
Suppléant : M. Jean-Marie JUSNEL

- sur désignation de l'Union professionnelle artisanale (UPA) ;

Titulaire : Mme Danielle NICOLAS née LEVASSEUR
Suppléant : M. Pascal PINELLI

En tant que personnes qualifiées sur désignation du Préfet de région :

- M. Daniel BOULMIER
- M. Philippe GRANGE
- Mme Marie-Noëlle PHILIPPON
- Mme Joëlle SADOUL née LIGER

Art. 2 : L'arrêté S.G.A.R. n° 2007-364 du 9 octobre 2007 portant nomination des membres du conseil d'administration l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de Meurthe et Moselle est abrogé.

Art. 3 : Le Secrétaire général pour les affaires régionales, le Préfet du département de Meurthe et Moselle et le Directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Metz, le 30 octobre 2008

Pour le préfet de la Région Lorraine,
Le secrétaire général pour les affaires régionales,
Philippe-Xavier PIMOR

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

*Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement***Extrait de l'arrêté n° PPRT 2008-001 du 18 novembre 2008 prescrivant l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques du site Sévéal de Ludres**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le dépôt de produits agropharmaceutiques de la société Sévéal exploité à Ludres appartient à la liste prévue au IV de l'article L.515-8 du code de l'environnement ;

Considérant la liste des phénomènes dangereux issus des études de dangers de la société Sévéal implantée à Ludres et la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets de ces phénomènes dangereux ;

ARRETE**Art. 1^{er} :** Périmètre d'étude :

Un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) doit être élaboré sur la commune de Ludres.

Le périmètre d'étude du plan est délimité par la carte figurant à l'annexe 1 du présent arrêté.

Art. 2 : Nature des risques pris en compte :

Les risques pris en compte sont ceux générés par les effets thermiques et toxiques en cas d'accidents susceptibles de survenir sur les installations de l'établissement Sévéal à Ludres.

Art. 3 : Services instructeurs :

La Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE) de Lorraine et la Direction Départementale de l'Équipement (DDE) de Meurthe-et-Moselle sont chargées conjointement et chacune pour ce qui la concerne de l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques sous l'autorité du Préfet de Meurthe-et-Moselle.

Art. 4 : Personnes et organismes associés :

En plus des services de l'État, les personnes et organismes associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques sont :

- le représentant de la société Sévéal ;
- le maire de la commune de Ludres ou son représentant ;
- le président de la communauté urbaine du grand-Nancy ou son représentant ;
- le Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) créé autour de l'établissement Sévéal à Ludres, représenté par les personnes ou organismes désignés lors de la séance du 1er février 2008, à savoir :
 - * l'association Dynapôle entreprises de Ludres et de Fléville
 - * la société Mory ;
 - * l'aménageur de la zone industrielle ;
 - * le service des Voies Navigables de France, exploitant du canal.

Les réunions de ces personnes et organismes associés sont présidées par le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant. Le cas échéant, des réunions peuvent être organisées soit, sur l'initiative de M. le préfet de Meurthe-et-Moselle ou des services chargés de l'élaboration soit, à la demande des personnes et organismes associés.

Les personnes et organismes associés seront convoqués au moins 5 jours avant la date de réunion.

Ces réunions porteront notamment sur :

- les études techniques du PPRT ;
- les différentes propositions d'orientation du plan établies avant enquête publique ;
- les principes sur lesquels se fonde l'élaboration du projet de plan de zonage réglementaire et de règlement.

Le secrétariat technique des réunions est assuré par la DRIRE.

Les comptes rendus de ces réunions sont adressés sous quinzaine pour observations, aux personnes et organismes cités ci-dessus. Ne peuvent être prises en considération que les observations faites par écrit au plus tard dans les 30 jours suivant la réception du compte rendu.

Avant enquête publique, le projet de plan est soumis aux personnes et organismes associés. A défaut de réponse dans un délai de 2 mois à compter de la saisine, leur avis est réputé favorable.

Art. 5 : Concertation :

La concertation avec les habitants, les associations locales et les autres personnes intéressées sera organisée pendant toute la durée d'élaboration du PPRT selon les modalités suivantes :

- les documents d'élaboration (arrêté préfectoral de prescriptions, comptes-rendus des réunions d'associations, projet de règlement) du projet PPRT sont tenus à la disposition du public en mairie de Ludres pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- ces documents sont également consultables sur le site internet de la DRIRE Lorraine ;
- les observations du public sont recueillies sur un registre prévu à cet effet en mairie de Ludres pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- le cas échéant, une ou plusieurs réunions publiques pourront être organisées.

Le bilan de la concertation sera communiqué aux personnes et organismes associées et rendu public sur le site internet de la DRIRE Lorraine. Il pourra être consulté en mairie de Ludres pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public.

Art. 6 : Diffusion et publication :

Le présent arrêté sera adressé aux personnes et organismes associés.

Il sera affiché pendant un mois en mairie de Ludres et au siège de la communauté urbaine du grand Nancy.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et fait mention dans le quotidien "L'Est Républicain".

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine, le directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, M. le président de la communauté urbaine du grand Nancy et M. le maire de Ludres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières

Extrait de l'arrêté du 20 novembre 2008 attribuant le label de Relais Services Publics (RSP)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le projet de RSP présenté par la communauté de communes du pays de la Haute-Vezouze correspond au cahier des charges tel qu'il est défini dans la circulaire du 2 août 2006 ;

Considérant que dans ces conditions le label RSP peut être octroyé au projet porté par la communauté de communes du pays de la Haute-Vezouze ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le label de Relais Services Publics (RSP) est attribué au projet situé à Cirey-sur-vezouze, porté par la communauté de communes du pays de la Haute-Vezouze.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 novembre 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 18 novembre 2008 (Meurthe-et-Moselle/Vosges) portant modification des statuts du syndicat intercommunal des eaux de l'Euron-Mortagne

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet des Vosges

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation, la majorité qualifiée exigée par les articles L5211-17, L5211-20 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte,

ARRETE

Art. 1^{er} : La modification des statuts du syndicat intercommunal des eaux de l'Euron-Mortagne est autorisée.

Les statuts modifiés resteront annexés au présent arrêté.

Art. 2 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, le sous-préfet de Lunéville et le président du syndicat intercommunal des eaux de l'Euron-Mortagne sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées, aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et des Vosges et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Nancy, le 18 novembre 2008

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Le préfet des Vosges,

Albert DUPUY

DELAIS et VOIES de RECOURS : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois.

Les statuts annexes sont consultables en préfecture à la Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.

Extrait de l'arrêté du 18 novembre 2008 répartissant les immobilisations corporelles du syndicat intercommunal de la colline inspirée (SICI) entre les communes de Saxon-Sion et de Vaudémont suite à la dissolution de l'établissement

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que les immobilisations concernées sont, pour 7 700,46€, du mobilier obsolète, et pour 49 735,77€ affectées à des travaux de voirie ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 15 décembre 2006, modifié par l'arrêté du 7 mai 2007, autorisant la dissolution du syndicat intercommunal de la colline inspirée (SICI) est modifié comme suit :

L'article 2 est complété comme suit :

« L'actif correspondant aux immobilisations corporelles, d'un montant de 57 436,23 €, est reversé comme suit :

La somme de 49 735,77 € correspondant à un réseau de voirie sur la commune Vaudémont est reversée à la commune de Vaudémont.

La somme de 7 700,46 € correspondant à l'achat de tables et de bancs installés sur les communes de Saxon-Sion et de Vaudémont est reversée de la manière suivante :

3 850,23 € à la commune de Saxon-Sion

3 850,23 € à la commune de Vaudémont. »

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de Vaudémont et le maire de Saxon-Sion sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle; et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 18 novembre 2008 autorisant l'extension des compétences de la communauté de communes du Grand Couronné en matière d'aménagement de l'espace

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, la majorité qualifiée requise par les articles L5211-17 et L5211-5-II du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La compétence « aménagement de l'espace » de la communauté de communes du Grand Couronné est complétée comme suit :

« Création, aménagement et gestion de zones d'aménagement concerté et zones d'aménagement différé d'une superficie supérieure ou égale à 5 ha, dans le cadre du développement économique de l'industrie, de l'artisanat, des services, de la culture et du sport ».

Le reste sans changement.

Art. 2 : Les statuts sont modifiés en conséquence.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté de communes du Grand Couronné sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 25 novembre 2008 (Meurthe-et-Moselle/Vosges) autorisant l'adhésion de la commune de Blénod-lès-Toul à la communauté de communes de l'EPCI du Pays de Colombey ainsi que la modification des statuts de l'établissement

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet des Vosges

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application des articles L 5211-18 et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par ces articles est atteinte ;

ARRETEMENT

Art. 1^{er} : L'adhésion de la commune de Blénod-lès-Toul à la communauté de communes « EPCI du pays de Colombey et du sud Toulais » est autorisée à compter du 31 décembre 2008.

La commune de Blénod-lès-Toul sera représentée au sein du conseil communautaire par 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants.

Art. 2 : Le conseil de communauté élit parmi ses membres un bureau communautaire composé d'un président, de vice-présidents et de membres dont le nombre est soumis au conseil communautaire.

L'article 6 des statuts est modifié en conséquence.

Art. 3 : Les statuts modifiés sont annexés au présent arrêté.

Art. 4 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, les sous-préfets de Toul et Neufchâteau, le président de la communauté de communes « EPCI du pays de Colombey et du sud Toulais » sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et des Vosges et qui fera en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Nancy, le 25 novembre 2008

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Le préfet des Vosges,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,
Dominique CONCA

Les statuts annexés sont consultables en préfecture à la Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité - et à la sous-préfecture de Toul.

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE****Extrait de la délibération n° 72/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 21 octobre 2008**

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Considérant la proposition du directeur de la C.P.A.M. de Nancy, Monsieur Henri MOLON, du 07/08/08,

Considérant les éléments justificatifs apportés par le directeur de la clinique Jeanne d'Arc à Lunéville en date du 17/09/08,

DECIDE

Art. 1^{er} : La commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charges par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par la clinique Jeanne d'Arc de Lunéville pour les actes suivants :

- Chirurgie de la cataracte.
- Arthroscopie du genou.

Art. 2 : Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 01/11/08.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 21 octobre 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 73/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 21 octobre 2008

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Considérant la proposition du directeur de la C.P.A.M. de Nancy, Monsieur Henri MOLON, du 07/08/08,

Considérant les éléments justificatifs apportés par le directeur du C.H.U. de Nancy en date du 07/10/08,

DECIDE

Art. 1^{er} : La commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charges par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par le C.H.U. de Nancy pour les actes suivants :

- Chirurgie de la cataracte.

Art. 2 : Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 01/11/08.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 21 octobre 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 74/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 21 octobre 2008

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Considérant la proposition du directeur de la C.P.A.M. de Nancy, Monsieur Henri MOLON, du 07/08/08,

Considérant les éléments justificatifs apportés par le directeur de la Polyclinique Majorelle à Nancy en date du 10/09/08 et du 02/10/08,

DECIDE

Art. 1^{er} : La commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charges par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par la polyclinique Majorelle à Nancy pour les actes suivants :

- Chirurgie de la cataracte.

Art. 2 : Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 01/11/08.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 21 octobre 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 75/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 21 octobre 2008

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Considérant la proposition du directeur de la C.P.A.M. de Bar le Duc, Monsieur Jérôme THIROLLE, du 06/08/08,
Considérant les éléments justificatifs apportés par le directeur du centre hospitalier de Verdun en date du 09/10/08,

DECIDE

Art. 1^{er} : La commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charges par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par le centre hospitalier de Verdun pour les actes suivants :

- Chirurgie de la cataracte.
- Extractions dentaires.
- Chirurgie des varices.

Art. 2 : Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 01/11/08.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meuse et de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 21 octobre 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 76/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 21 octobre 2008

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Considérant la proposition du directeur de la C.P.A.M. de Bar le Duc, Monsieur Jérôme THIROLLE, du 06/08/08,
Considérant les éléments justificatifs apportés par le président directeur général de la polyclinique du Parc à Bar le Duc en date du 17/10/08,

DECIDE

Art. 1^{er} : La commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charges par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par la polyclinique du Parc à Bar le Duc pour les actes suivants :

- Chirurgie de la cataracte.
- Chirurgie des varices.

Art. 2 : Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 01/11/08.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meuse et de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 21 octobre 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 77/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 21 octobre 2008

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Considérant les propositions du directeur de la C.P.A.M. de Thionville, Monsieur BEUGNETTE, des 05/08/08 et 16/08/08,
Considérant les éléments justificatifs apportés par le gérant de la clinique Ambroise Paré à Thionville en date du 06/10/08,

DECIDE

Art. 1^{er} : La commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charges par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par la clinique Ambroise Paré de Thionville pour les actes suivants :

- Chirurgie des varices

Art. 2 : Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 01/11/08.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures de la Moselle et de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 21 octobre 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 78/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 21 octobre 2008

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Considérant la proposition du directeur de la C.P.A.M. de Metz, Monsieur Dominique CLEMENT, du 30/07/08,

DECIDE

Art. 1^{er} : La commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charges par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par la clinique Claude Bernard de Metz pour les actes suivants :

- Chirurgie des varices

Art. 2 : Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 01/11/08.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures de la Moselle et de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 21 octobre 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 79/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 21 octobre 2008

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Considérant la proposition du directeur de la C.P.A.M. de Sarreguemines, Monsieur Rémi FEISTHAUER, du 26/08/08,
Considérant les éléments justificatifs apportés par le directeur du centre hospitalier de Sarrebourg en date du 07/10/08,

DECIDE

Art. 1^{er} : La commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charges par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par le centre hospitalier de Sarrebourg pour les actes suivants :

- Adénoïdectomies.

Art. 2 : Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 01/11/08.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meurthe et Moselle et de la Moselle

Nancy, le 21 octobre 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 80/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 21 octobre 2008

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Considérant la proposition du directeur de la C.P.A.M. de Sarreguemines, Monsieur Rémi FEISTHAUER, du 26/08/08,
Considérant les éléments justificatifs apportés par le directeur de la clinique Saint Nabor à Saint Avold en date du 09/10/08,

DECIDE

Art. 1^{er} : La commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charges par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par la clinique Saint Nabor à Saint Avold pour les actes suivants :

- Adénoïdectomie.

Art. 2 : Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 01/11/08.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meurthe et Moselle et de la Moselle.

Nancy, le 21 octobre 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 81/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 21 octobre 2008

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Considérant la proposition de la directrice de la C.P.A.M. d'Epinal, Madame Emmanuelle LAFOUX, du 11/08/08,
Considérant les éléments justificatifs apportés par le directeur du centre hospitalier à Saint Dié des Vosges en date du 14/10/08,

DECIDE

Art. 1^{er} : La commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charges par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par le centre hospitalier de Saint Dié pour les actes suivants :

- Extractions dentaires.

- Arthroscopie du genou.

Art. 2 : Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 01/11/08.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures des Vosges et de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 21 octobre 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 82/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 21 octobre 2008

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

d'approuver la décision modificative n°1 apportée au budget 2008 de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération est soumise à l'approbation expresse des ministres chargés des affaires sanitaires et sociales et de la sécurité sociale.

Nancy, le 21 octobre 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES*Protection sociale***Extrait de l'arrêté D.R.A.S.S. n° 2008-222 en date du 5 novembre 2008 portant retrait d'agrément d'une mutuelle**

Le préfet de la Région Lorraine
Préfet de la zone de défense Est
Préfet de la Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La Mutuelle interentreprises du personnel et conjoints du groupe CERP Lorraine et ses filiales françaises (MICL), inscrite au registre national des mutuelles sous le numéro 434 422 721, dont le siège social se situe à Heillecourt (54182), 2 allée des Tilleuls, fait l'objet, au vu de la cessation de souscription d'engagement au sens de l'article L.221-1 du code de la mutualité, d'un retrait d'agrément pour pratiquer les opérations relevant des branches ou sous-branches suivantes mentionnées à l'article R.211-2 de ce même code :

1 – Accidents (y compris les accidents du travail et les maladies professionnelles) ;

2 – Maladie ;

Art. 2 : Le Secrétaire général pour les affaires régionales, la Directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au journal officiel de l'Union européenne, au journal officiel de la République Française, au bulletin officiel de la région Lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Pour le préfet de la Région Lorraine et par délégation,
La directrice régionale des affaires sanitaires et sociales,
Mireille WILLAUME

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST*Division d'exploitation de Metz***Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-080 en date du 20 novembre 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de reprofilage en amont de l'ouvrage au PR 54+090 sur la RN 57**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Art. 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 57	
Points Repères PR. et sens	PR 54.090 sens Epinal/Nancy	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Reprofilage sur 25 mètres en amont de l'OA RN PR 57 .090	
PERIODE GLOBALE	26/11/08	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation VG sens Nancy/Epinal Neutralisation VD sens Epinal/Nancy Basculement circulation sens Epinal/Nancy sur le sens Nancy/Epinal Vitesse limitée à 50 km/h dans le basculement et 90 km/h en section courante.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : Dir-est/DE de Metz	MISE EN PLACE PAR : District de Nancy/CEI de Fléville

Art. 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

DETAIL DES PHASES				
N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	26 novembre 2008	AK5 PR 50,800	Neutralisation Voie de Gauche sens Nancy/Epinal	RAS
		AK5PR 56,100	Neutralisation Voie de Droite sens Epinal/Nancy	
		ITPC 54,860	Basculement circulation sens Epinal/Nancy sur le sens Nancy/Epinal voie de gauche	
		ITPC 51,970		

Art. 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Art. 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Art. 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Art. 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de SCREG/COLAS.

Moulins-lès-Metz, le 20 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 01226-08 du 17 novembre 2008 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale - Agrément n° 15 - Autorisation n° 54-74 - Autorisation n° 54-92

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant le changement de dénomination sociale de la « SELARL LABOHEM 54 en « SELARL MAIREY » ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté modifié DDASS/AES N° 179 du 28 mai 2001 autorisant le fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral à responsabilité limitée «SELARL laboratoire d'analyses de biologie médicale MAIREY »

agréée sous le n° 15, est modifié comme suit :

Dénomination sociale : SELARL MAIREY

Siège social : 9 rue de Metz - 54150 BRIEY

Forme : Société d'exercice libéral à responsabilité limitée (SELARL)

Objet de la société :

La société a pour objet l'exploitation en commun d'un ou plusieurs laboratoires d'analyses de biologie médicale dans le respect des lois et règlements en vigueur.

Laboratoires exploités :

- Laboratoire d'analyses de biologie médicale, 9 rue de Metz - 54150 BRIEY - Autorisation n° 54-74

- Laboratoire d'analyses de biologie médicale, 21 rue de la Liberté - 54490 PIENNES - Autorisation n° 54-92

Gérants :

- Monsieur Didier MAIREY, associé professionnel

- Monsieur Gérard SOULA, associé professionnel

Répartition du capital social :

- Monsieur Didier MAIREY : 989 parts

- Monsieur Gérard SOULA : 1 part

- Madame Nathalie PAIN : 10 parts

Art. 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation, soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à :

- SELARL MAIREY ;

- Monsieur le directeur de l'agence française de sécurité sanitaire des produits de santé ;

- Madame la directrice régionale des affaires sanitaires et sociales, inspection de la pharmacie ;

- Monsieur le maire de Briey ;

- Monsieur le président du conseil central de la section G de l'ordre national des pharmaciens ;

- Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de NANCY ;

- Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de LONGWY.

- Monsieur le directeur départemental des archives.

Nancy, le 17 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 01230-08 du 17 novembre 2008 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale, 21 rue de la Liberté - 54490 Piennes - Autorisation n° 54-92

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1 de l'arrêté préfectoral DDASS/AES/MH/MC N°01134-08 du 22 octobre 2008 autorisant le fonctionnement, sous le n° 54-92, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 21 rue de la Liberté à Piennes (54490) au sein de la « SELARL LABOHEM 54 » sise 9 rue de Metz à Briey (54150) agréée sous le numéro 15, est modifié dans les conditions ci-après :

Raison sociale :

- Laboratoire d'analyses de biologie médicale, 21 rue la Liberté - 54490 PIENNES

exploité au sein de la « SELARL MAIREY »

Directeur : Monsieur Gérard SOULA, pharmacien biologiste, autorisé à effectuer les actes de : hématologie, sérologie, immunologie, biochimie, virologie, bactériologie, parasitologie, prélèvements de sang veineux ou capillaire.

Art. 2 : Cette décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de Piennes et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont un exemplaire sera adressé à :

- SELARL MAIREY,

- Monsieur Gérard SOULA ,

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,

- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,

- Monsieur le Maire de Piennes,

- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens Section G,

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,

- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 17 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 01342/08 du 20 novembre 2008 portant modification de la SELARL d'orthophonistes « ABC LANGAGES », 8 place de la République - 54270 Essey-lès-Nancy - Inscription n° 54-96-01

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le dossier fourni est conforme ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1 de l'arrêté préfectoral modifié du 9 mai 1996 agréant La SELARL «ABC LANGAGE» sous le n° 54-96-01, est modifié comme suit :

Dénomination sociale : SELARL ABC LANGAGES

Siège social : 8 place de la République - 54270 ESSEY-LES-NANCY

Forme : Société d'exercice libéral à responsabilité limitée (SELARL)

Associés :

- Monsieur Jean-Yves SAUSEY possédant 599 parts,
- Mademoiselle Cécile PETITJEAN possédant 76 parts,
- Mademoiselle Fanny SALVI possédant 36 parts.

Art. 2 : Toute modification de la société sera portée, dans le délai d'un mois, à la diligence des gérantes, à la connaissance du Préfet.

Art. 3 : Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur Jean-Yves SAUSEY ;
- Mademoiselle Cécile PETITJEAN ;
- Mademoiselle Fanny SALVI ;
- Monsieur le Greffier du Tribunal de Commerce de Nancy ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;
- Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

Nancy, le 20 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur,
Michèle HERIAT

Service solidarité autonomie

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1248 du 24 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Briey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2008 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de BRIEY :

N° FINESS (EJ) 54 000 0767

Dotation globale de financement « soins » : 1 037 649,45 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 33,90 €

pour les GIR 3 et 4 : 27,09 €

pour les GIR 5 et 6 : 20,28 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Briey.

Nancy, le 24 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1249 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal 3 H SANTE à Cirey-sur-Vezouze

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2008 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé à Cirey-sur-Vezouze :

N° FINESS (EJ) 54 001 9007

Dotation globale de financement « soins » : 1 765 517,00 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 37,91 €

pour les GIR 3 et 4 : 30,20 €

pour les GIR 5 et 6 : 22,49 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'hôpital local intercommunal 3H Santé à Cirey-sur-Vezouze.

Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1250 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre de moyen séjour de Faulx

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2008 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre de moyen séjour de Faulx :

N° FINESS (EJ) 54 000 026 2

Dotation globale de financement « soins » : 1 773 455,02 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 39,34 €

pour les GIR 3 et 4 : 29,62 €

pour les GIR 5 et 6 : 19,56 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre de moyen séjour de Faulx.

Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1252 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2008 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON :

N° FINESS (EJ) 54 000 001 6

Dotation globale de financement « soins » : 1 065 294,70 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 41,50 €

pour les GIR 3 et 4 : 32,48 €

pour les GIR 5 et 6 : 23,47 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Pont à Mousson.

Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1253 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2008 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre hospitalier de ST NICOLAS-DE-PORT :

N° FINESS (EJ) 54 000 011 4

Dotation globale de financement « soins » : 1 641 371,04 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 37,77 €

pour les GIR 3 et 4 : 29,74 €

pour les GIR 5 et 6 : 20,72 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port.

Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1254 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre Hospitalier de Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2008 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de TOUL :

N° FINESS (EJ) 54 000 004 9

Dotation globale de financement « soins » : 931 555,49 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 32,45 €

pour les GIR 3 et 4 : 25,15 €

pour les GIR 5 et 6 : 17,84 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Toul.

Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1255 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de la Maison hospitalière de Baccarat

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2008 de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Maison hospitalière de BACCARAT :

N° FINESS (EJ) 54 001 4081

N° FINESS (ET) 54 000 9966

Dotation globale de financement « soins » : 1 512 288,83 euros

Tarifs journaliers « soins » :

pour les GIR 1 et 2 : 44,27 €

pour les GIR 3 et 4 : 37,54 €

pour les GIR 5 et 6 : 31,01 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison hospitalière de Baccarat.

Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1256 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre J. Parisot à Bainville-Sur-Madon géré par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2008 de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre Jacques Parisot – 78 rue J. Callot – 54550 BAINVILLE-SUR-MADON :

N° FINESS : EJ : 54 000 6707

Dotation globale de financement « soins » : 1 258 570,60 euros

Tarifs journaliers « soins » :

pour les GIR 1 et 2 : 45,43 €

pour les GIR 3 et 4 : 34,36 €

pour les GIR 5 et 6 : 23,29 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au Centre Jacques Parisot de BAINVILLE-SUR-MADON.

Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1257 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'association hospitalière de Jœuf

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2008 de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Association hospitalière de Jœuf : N° FINESS (EJ) 54 000 0882

Dotation globale de financement « soins » : 706 384,06 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 39,45 €

pour les GIR 3 et 4 : 39,44 €

pour les GIR 5 et 6 : /

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association hospitalière de Jœuf.

Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA/ N° 1258 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'Association Hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2008 de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Association hospitalière St Eloi à NEUVES-MAISONS : N° FINESS (EJ) 54 000 0437

Dotation globale de financement « soins » : 517 700,23 euros

Tarifs journaliers « soins » :

pour les GIR 1 et 2 : 53,87 €

pour les GIR 3 et 4 : 49,36 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association hospitalière Saint Eloi à Neuves Maisons.

Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1259 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome de Giraumont

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite de Giraumont, avenue Sainte Barbe, 54780 GIRAUMONT : N° FINESS : 54 001 3661

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I		301 600,21
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	12 062,82	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	282 484,59	
	Groupe III		
	Dépenses afférentes à la structure	7 052,80	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I		301 600,21
	Produits de la tarification	279 423,91	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	22 176,30	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 22 176,30 euros d'excédent.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite de GIRAUMONT est fixée à 279 423,91 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 23,83 €

GIR 3 et 4 : 17,72 €

GIR 5 et 6 : 11,57 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de GIRAUMONT.

Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1260 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « HOTELIA » à Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite HOTELIA 8 rue de la Saône 54520 LAXOU

N° FINESS : 54 00 08216

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	27 748,57	1 033 238,99
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	850 192,11	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	21 183,71	
	Déficit reporté	134 114,60	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 033 238,99	1 033 238,99
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 134 114,60 euros de déficit.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite HOTELIA de LAXOU est fixée à 1 033 238,99 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 29,00 €

GIR 3 et 4 : 23,24 €

GIR 5 et 6 : 17,49 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite HOTELIA de LAXOU.

Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1261 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Résidence d'automne » à Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Résidence d'automne » - 1 allée de la Saulx – 54520 LAXOU.

N° FINESS : 54 001 8686

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	15 331,57	502 942,11
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	472 019,96	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	15 590,58	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	496 479,12	502 942,11
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	6 462,99	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 6 462,99 euros d'excédent.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite « Résidence d'automne » de LAXOU est fixée à 496 479,12 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 22,32 €

GIR 3 et 4 : 17,09 €

GIR 5 et 6 : 11,87 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « Résidence d'automne » de LAXOU.

Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1262 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Jardins du Charmois » de Vandoeuvre-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Les Jardins du Charmois » - 1 rue du Charmois – 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY.

N° FINESS : 54 000 3779

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	16 005,60	625 986,20
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	593 875,00	
	Dépenses afférentes au personnel		
	Groupe III	16 105,60	
	Dépenses afférentes à la structure		
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I	625 986,20	625 986,20
	Produits de la tarification		
	Groupe II	0,00	
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III	0,00	
	Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite « Les Jardins du Charmois » de VANDOEUVRE-LES-NANCY est fixée à 625 986,20 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 24,81 euros

GIR 3 et 4 : 19,03 euros

GIR 5 et 6 : 13,26 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « Les Jardins du Charmois » de VANDOEUVRE-LES-NANCY.

Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1263 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de l'activité « Centre Germaine Marchal de NANCY » géré par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2008 de l'activité « Centre Germaine Marchal de Nancy » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre Jacques Parisot – 78 rue J. Callot – 54550 BAINVILLE-SUR-MADON : N° FINESS : EJ : 54 000 6707

Centre Germaine Marchal - 54000 Nancy – N° FINESS (ET) 54 001 0956

Dotation globale de financement « soins » : 40 407,92 euros

Tarifs journaliers « soins » :

pour les GIR 1 et 2 : 19,91 €

pour les GIR 3 et 4 : 17,67 €

pour les GIR 5 et 6 : 15,43 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au Centre Jacques Parisot de Bainville-sur-Madon.
Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA/ N° 1264 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'hôpital local intercommunal de Pompey / Lay-Saint-Christophe

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : La dotation globale et le prix de journée de soins 2008 du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Hopital Local Intercommunal de POMPEY / LAY-SAINT-CHRISTOPHE : N° FINESS (EJ) 54 000 339 9

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 455 057,17 euros

- Prix de journée de soins : 34,47 euros

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'Hôpital local intercommunal de Pompey / Lay-Saint-Christophe.
Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA/ N° 1265 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : La dotation globale et le prix de journée de soins 2008 du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de SAINT-NICOLAS-DE-PORT : N° FINESS (EJ) 54 000 0114

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 665 985,01 euros

- Prix de journée de soins : 42,15 euros

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier spécialisé de Saint-Nicolas-de-Port.
Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA/ N° 1266 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du Centre Hospitalier de Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : La dotation globale et le prix de journée de soins 2008 du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de TOUL : N° FINESS (EJ) 54 000 0049

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 361 610,74 euros

- Prix de journée de soins : 33,70 euros

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Toul.
Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA/ N° 1267 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du Centre de Moyen Séjour de Faulx

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : La dotation globale et le prix de journée de soins 2008 du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre de Moyen Séjour de FAULX :

N° FINESS (EJ) 54 000 0262

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 285 021,77 euros

- Prix de journée de soins : 35,39 euros

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à centre de moyen séjour de Faulx.

Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA/ N° 1268 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'Association Hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : La dotation globale et le prix de journée de soins 2008 de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Association Hospitalière St Eloi à NEUVES-MAISONS :

N° FINESS (EJ) 54 000 0437

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 459 759,39 €

- Prix de journée de soins : 33,00 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association hospitalière Saint Eloi à Neuves-Maisons.

Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1269 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome du centre de soins Sainte-Marie à Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné : SSIAD Centre de soins Sainte Marie – 28 rue de la Primatiale – 54000 - Nancy.

N° FINESS : 540 005 345

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	11 228,00	374 175,43
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	346 190,43	
	Dépenses afférentes au personnel		
	Groupe III	16 757,00	
	Dépenses afférentes à la structure		
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I	342 326,09	374 175,43
	Produits de la tarification		
	Groupe II	25 705,00	
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III	0,00	
	Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté	6 144,34	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : excédent de 6 144,34 euros.

Art. 3 : La dotation globale de soins 2008 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Nancy rue Primatiale est fixée à 342 326,09 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 32,04 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre de soins Sainte Marie à Nancy, gestionnaire du service.

Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1270 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome d'Audun-le-Roman

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné : SSIAD d'AUDUN LE ROMAN – géré par la Caisse régionale de la sécurité sociale dans les mines de l'Est – 4 rue du Casino – 57804 FREYMING-MERLEBACH : N° FINESS (ET) : 54 000 4165 sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	88 150,00	599 449,06
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	499 079,06	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	12 220,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	582 654,49	599 449,06
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	16 794,57	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : excédent de 16 794,57 €.

Art. 3 : La dotation globale de soins 2008 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées d'Audun le Roman est fixée à 582 654,49 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 37,35 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la Caisse régionale de la sécurité sociale dans les mines de l'Est à FREYMING-MERLEBACH, gestionnaire du service.

Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1271 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Briey-Homécourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné : SSIAD de BRIEY-HOMECOURT – géré par la Caisse régionale de la sécurité sociale dans les mines de l'Est – 4 rue du Casino – 57804 FREYMING-MERLEBACH : N° FINESS (ET) : 54 001 2762 sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	76 492,38	516 272,48
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	430 380,10	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	9 400,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	498 579,67	516 272,48
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	17 692,81	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : excédent de 17 692,81 €.

Art. 3 : La dotation globale de soins 2008 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Briey-Homécourt est fixée à 498 579,67 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 35,95 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la Caisse régionale de la sécurité sociale dans les mines de l'Est à FREYMING-MERLEBACH, gestionnaire du service.

Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1272 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Colombey-les-Belles

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné : SSIAD 4 rue de la gare – 54170 – COLOMBEY-LES-BELLES : N° FINESS EJ : 54 000 210 2 - N° FINESS ET : 54 000 727 5

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	59 288,00	394 154,87
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	307 219,84	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	27 647,03	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	362 480,84	394 154,87
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	20 000,00	
	Excédent reporté	11 674,03	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : excédent de 11 674,03 €

Art. 3 : La dotation globale de soins 2008 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Colombey-Les-Belles est fixée à 362 480,84 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 38,09 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au GIP « Bien vieillir en pays de Colombey et du sud-Toulois » gestionnaire du service.

Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA/ N° 1273 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome d'Haroué

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné : SSIAD de l'ASAPA – 7 rue Général Pouget – 54740 – HAROUÉ : N° FINESS : 54 001 256 4, sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	125 468,78	488 214,27
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	333 660,34	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	7 611,08	
	Déficit reporté	21 474,07	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	479 428,28	488 214,27
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	8 785,99	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : déficit de 21 474,07 euros.

Art. 3 : La dotation globale de soins 2008 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées d'Haroué est fixée à 479 428,28 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 44,61 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'Association ASAPA à Haroué, gestionnaire du service

Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA/ N° 1274 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : La dotation globale et le prix de journée de soins 2008 de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Association Hospitalière du Bassin de Longwy à Mont-Saint-Martin : N° FINESS (EJ) 54 000 0866

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 605 111,33 euros

- Prix de journée de soins : 31,73 euros

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association hospitalière du bassin de Longwy.

Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1275 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » situé 38 rue de Dieuze à NANCY géré par l'Office d'hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2008 de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre Jacques Parisot – 78 rue J. Callot – 54550 BAINVILLE-SUR-MADON : N° FINESS : (EJ) 54 000 6707

Service des soins infirmiers à domicile pour personnes âgées, N° FINESS (ET) 54 000 3175, situé 38 rue de Dieuze à 54000 NANCY

- Dotation globale de soins : 1 228 815,03 euros

- Prix de journée de soins : 36,07 euros

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'Office d'hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle à BAINVILLE SUR MADON, gestionnaire du service.

Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1276 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Royaumeix

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD – Centre Brancion – 54200 – ROYAUMEIX : N° FINESS : 54 000 835 6

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	137 823,32	509 348,16
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	347 969,90	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	23 554,94	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	503 319,32	509 348,16
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	6 000,00	
	Excédent reporté	28,84	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : excédent de 28,84 euros.

Art. 3 : La dotation globale de soins 2008 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Royameix est fixée à 503 319,32 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 34,38 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'Association « Le Toulinois-Nord-Familial » à Royameix, gestionnaire du service

Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1277 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de l'ALSAD à Villers-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné : SSIAD de l'ALSAD – 2 bis rue Sainte Odile – 54600 VILLERS-LES-NANCY : N° FINESS : 540 005 329

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	45 594,25	1 183 161,33
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 014 109,88	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	108 539,78	
	Déficit reporté	14 917,42	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 183 161,33	1 183 161,33
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : déficit de 14 917,42 euros.

Art. 3 : La dotation globale de soins 2008 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de l'ALSAD à Villers-lès-Nancy est fixée à 1 183 161,33 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 33,33 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association lorraine de soins à domicile à Villers-lès-Nancy, gestionnaire du service.

Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1278 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Résidence Poincaré" de Bouxières-aux-Dames

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Résidence Poincaré" – rue Poincaré – 54136 BOUXIERES-AUX-DAMES

N° FINESS : 54 0004611

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	15 188,54	470 656,06
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	440 116,30	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	15 351,22	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	458 572,46	470 656,06
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	12 083,60	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 12 083,60 euros (excédent).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Résidence Poincaré" de BOUXIERES-AUX-DAMES est fixée à 458 572,46 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 20,49 euros

GIR 3 et 4 : 15,82 euros

GIR 5 et 6 : 11,16 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Résidence Poincaré" de BOUXIERES-AUX-DAMES.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1279 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Grands Jardins" de Colombey-les-Belles

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Grands Jardins" – 4 rue de la Gare – 54170 COLOMBEY-LES-BELLES

N° FINESS : 54 0012994

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	26 934,40	460 745,35
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	416 051,73	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	11 803,40	
	Déficit reporté	5 955,82	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	460 745,35	460 745,35
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 5 955,82 euros (déficit).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Les Grand Jardins" de COLOMBEY-LES-BELLES à 460 745,35 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 34,39 euros

GIR 3 et 4 : 27,22 euros

GIR 5 et 6 : 20,06 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Grands Jardins" de COLOMBEY-LES-BELLES.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1280 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Charles" de Dombasle-sur-Meurthe

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "St-Charles" - 30 rue Collot - 54110 DOMBASLE-SUR-MEURTHE : N° FINESS : 54 0002219, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	19 116,86	657 175,17
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	615 168,32	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	16 457,20	
	Déficit reporté	6 432,79	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	657 175,17	657 175,17
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 6 432,79 euros (déficit).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint Charles" de DOMBASLE-SUR-MEURTHE à 657 175,17 €

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 29,30 euros
GIR 3 et 4 : 23,30 euros
GIR 5 et 6 : 17,31 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Charles" de Dombasle-sur-Meurthe

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1281 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "La Fontaine de Lincourt" de Einville-Au-Jard

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Fontaine de Lincourt" - 9 rue du Puits Gros Yeux - 54370 EINVILLE-AU-JARD : N° FINESS : 54 0013315
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	11 499,92	293 039,86
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	274 294,76	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	7 245,18	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	259 768,25	293 039,86
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	33 271,61	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 33 271,61 euros (excédent).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "La Fontaine de Lincourt" de EINVILLE-AU-JARD est fixée à 259 768,25 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 26,51 euros

GIR 3 et 4 : 21,56 euros

GIR 5 et 6 : 16,60 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Fontaine de Lincourt" de EINVILLE-AU-JARD.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1282 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Joseph" d'Essey-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Joseph" – 2 Rue de Dommartemont – 54270 ESSEY-LES-NANCY

N° FINESS : 54 0008703

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	24 897,77	891 214,47
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	835 910,90	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	30 405,80	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	851 214,47	891 214,47
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	40 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euro.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint Joseph" d'ESSEY-LES- NANCY est fixée à 851 214,47 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 27,70 euros

GIR 3 et 4 : 20,97 euros

GIR 5 et 6 : 14,24 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Joseph" d'ESSEY-LES-NANCY.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1283 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de Gerbéviller

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite de Gerbéviller – 14 rue Maurice Barrès – 54830 GERBEVILLER

N° FINESS : 54 0002573

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	37 057,55	959 652,38
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	900 206,59	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	22 388,24	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	959 652,38	959 652,38
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euro.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite de GERBEVILLER est fixée à 959 652,38 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 38,22 euros

GIR 3 et 4 : 27,63 euros

GIR 5 et 6 : 17,03 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de GERBEVILLER.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1284 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Lilas" de Jarny

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Lilas" – 65 rue Emile Zola – 54800 JARNY : N° FINESS : 54 0000775

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	14 780,55	509 132,14
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	478 376,41	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	15 975,18	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	509 132,14	509 132,14
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euro.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Les Lilas" de JARNY est fixée à 509 132,14 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 24,88 euros

GIR 3 et 4 : 19,18 euros

GIR 5 et 6 : 13,72 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Lilas" de JARNY.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1285 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Le Haut du Bois" de Jarville-la-Malgrange

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :
Maison de retraite "Le Haut du Bois" – 23 Avenue du Général de Gaulle – 54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE
N° FINESS : 54 0012838
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	29 346,53	347 841,02
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	307 217,65	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	11 276,84	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	304 048,54	347 841,02
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	3 792,48	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	40 000,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 40 000,00 euros (excédent)

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Le Haut du Bois" de JARVILLE-MALGRANGE est fixée à 304 048,54 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

- GIR 1 et 2 : 22,61 euros
- GIR 3 et 4 : 15,67 euros
- GIR 5 et 6 : 8,74 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Le Haut du Bois" de JARVILLE-LA-MALGRANGE.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1286 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Bruyères" de Joudreville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :
Maison de retraite "Les Bruyères" – rue de la Piscine – 54490 JOUDREVILLE
N° FINESS : 54 0019585
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	19 052,80	479 152,43
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	446 294,28	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	13 805,35	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	479 152,43	479 152,43
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euro.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Les Bruyères" de JOUDREVILLE est fixée à 479 152,43 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

- GIR 1 et 2 : 23,42 euros
- GIR 3 et 4 : 17,89 euros
- GIR 5 et 6 : 12,36 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Bruyères" de JOUDREVILLE.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1287 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "J. F. Fidry" de Labry

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "J. F. Fidry" – 26 rue Roland Daret – 54800 LABRY

N° FINESS : 54 0002581

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	23 759,11	616 794,92
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	572 371,57	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	20 664,24	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	616 794,92	616 794,92
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euro.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "J. F. Fidry" de LABRY est fixée à 616 794,92 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 33,91 euros

GIR 3 et 4 : 25,73 euros

GIR 5 et 6 : 17,55 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "J. F. Fidry" de LABRY.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1288 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "L'Oseraie" de Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "L'Oseraie" – 27 rue de Maréville – 54520 LAXOU

N° FINESS : 54 0014008

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	11 916,44	400 784,81
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	376 070,57	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	9 208,45	
	Déficit reporté	3 589,35	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	380 784,81	400 784,81
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	20 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 3 589,35 euros (déficit)

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "L'Oseraie" de LAXOU est fixée à 380 784,81 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 31,92 euros

GIR 3 et 4 : 24,98 euros

GIR 5 et 6 : 18,05 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "L'Oseraie" de LAXOU.
Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1289 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "La Roseraie" de Longuyon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Roseraie" – 29 rue Louis Quinquet – 54260 LONGUYON : N° FINESS : 54 0000791, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	24 927,97	596 921,19
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	540 430,91	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	31 562,31	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	594 432,19	596 921,19
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	2 489,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 2 489,00 euros (excédent).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "La Roseraie" de LONGUYON est fixée à 594 432,19 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 25,76 euros

GIR 3 et 4 : 20,03 euros

GIR 5 et 6 : 14,31 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Roseraie" de LONGUYON.
Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1290 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Louis" de Longwy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Louis" – 2 rue Saint Louis – 54400 LONGWY : N° FINESS : 54 0002607, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	22 183,04	667 254,13
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	603 935,59	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	41 135,50	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	652 755,86	667 254,13
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	14 498,27	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 14 498,27 € (excédent).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint Louis" de LONGWY est fixée à 652 755,86 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : GIR 1 et 2 : 23,90 euros

GIR 3 et 4 : 18,05 euros

GIR 5 et 6 : 12,20 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Louis" de LONGWY.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1291 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Sainte Thérèse" de Ludres

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Sainte Thérèse" – 50 rue de la Gare – 54710 LUDRES : N° FINESS : 54 0003142, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	28 677,66	1 303 114,78
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 223 999,85	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	49 472,00	
	Déficit reporté	965,27	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 303 114,78	1 303 114,78
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 965,27 euros (déficit).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Sainte Thérèse" de LUDRES est fixée à 1 303 114,78 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : GIR 1 et 2 : 34,83 euros

GIR 3 et 4 : 26,11 euros

GIR 5 et 6 : 17,40 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Sainte Thérèse" de LUDRES.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1292 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Dominique" de Mars-la-Tour

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Dominique" – 70 rue de Metz – 54800 MARS-LA-TOUR : N° FINESS : 54 0002615, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	23 856,58	611 764,19
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	559 605,42	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	28 302,19	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	611 764,19	611 764,19
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euro.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint Dominique" de MARS-LA-TOUR est fixée à 611 764,19 €

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : GIR 1 et 2 : 36,72 euros
GIR 3 et 4 : 27,24 euros
GIR 5 et 6 : 17,76 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Dominique" de MARS-LA-TOUR.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1293 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Ma Maison" de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Ma Maison" – 119 Avenue de Strasbourg – 54000 NANCY : N° FINESS : 54 0008208, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	16 473,44	375 913,81
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	344 891,43	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	14 548,94	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	343 634,36	375 913,81
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	32 279,45	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 32 279,45 € (excédent).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Ma Maison" de NANCY est fixée à 343 634,36 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : GIR 1 et 2 : 19,39 euros
GIR 3 et 4 : 14,65 euros
GIR 5 et 6 : 9,92 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Ma Maison" de NANCY.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1294 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Notre Maison" de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Notre Maison" – 52 rue des Jardiniers – 54000 NANCY : N° FINESS : 54 0004520, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	28 640,00	1 038 683,59
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	970 263,59	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	39 780,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 028 369,72	1 038 683,59
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	500,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	9 813,87	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 9 813,87 € (excédent).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Notre Maison" de NANCY est fixée à 1 028 369,72 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : GIR 1 et 2 : 26,29 euros

GIR 3 et 4 : 20,29 euros

GIR 5 et 6 : 14,31 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Notre Maison" de NANCY.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1295 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Joseph" de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Joseph" – 113 Avenue de Strasbourg – 54000 NANCY : N° FINESS : 54 0003498, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	23 859,81	770 056,70
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	676 950,50	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	22 795,89	
	Déficit reporté	46 450,50	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	770 056,70	770 056,70
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 46 450,50 € (déficit).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint Joseph" de NANCY est fixée à 770 056,70 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : GIR 1 et 2 : 25,63 euros

GIR 3 et 4 : 20,11 euros

GIR 5 et 6 : 13,89 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Joseph" de NANCY.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1296 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Rémy" de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Rémy" – 14 rue du Chanoine Jacob – 54000 NANCY : N° FINESS : 54 0003118, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	34 994,00	1 067 185,52
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	907 936,10	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	33 048,03	
	Déficit reporté	91 207,39	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 067 185,52	1 067 185,52
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 91 207,39 € (déficit).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint Rémy" de NANCY est fixée à 1 067 185,52 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : GIR 1 et 2 : 29,23 euros

GIR 3 et 4 : 22,56 euros

GIR 5 et 6 : 16,89 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Rémy" de NANCY.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1297 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Sauveur" de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Sauveur" – 35 rue Victor Prouvé – 54000 NANCY : N° FINESS : 54 0008372, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	22 198,99	576 838,29
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	535 107,64	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	19 531,66	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	568 425,04	576 838,29
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	8 413,25	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 8 413,25 euros (excédent).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint Sauveur" de NANCY est fixée à 568 425,04 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : GIR 1 et 2 : 27,44 euros

GIR 3 et 4 : 21,42 euros

GIR 5 et 6 : 15,40 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "St-Sauveur" de NANCY.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1298 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Simon Bénichou" de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Simon Bénichou" – 53 rue du Général Hoche – 54000 NANCY : N° FINESS : 54 0002656, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	13 845,44	575 628,19
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	538 626,17	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	17 647,39	
	Déficit reporté	5 509,19	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	545 628,19	575 628,19
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	30 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 5 509,19 euros (déficit).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Simon Bénichou" de NANCY est fixée à 545 628,19 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : GIR 1 et 2 : 26,11 euros
GIR 3 et 4 : 20,51 euros
GIR 5 et 6 : 14,90 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Simon Bénichou" de NANCY.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1299 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Iris" de Onville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Iris" – 8 Grande Rue – 54890 ONVILLE : N° FINESS : 54 0004579, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	18 171,36	486 013,76
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	453 905,45	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	13 936,95	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	486 013,76	486 013,76
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euro.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Les Iris" de ONVILLE est fixée à 486 013,76 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : GIR 1 et 2 : 22,25 euros
GIR 3 et 4 : 17,08 euros
GIR 5 et 6 : 12,36 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Iris" de ONVILLE.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1300 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint François d'Assise" de Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint François d'Assise" – 69 Avenue du Général Leclerc – 54700 PONT-A-MOUSSON : N° FINESS : 54 0002623 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	29 784,83	800 904,71
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	730 838,32	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	36 579,97	
	Déficit reporté	3 701,59	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	796 904,71	800 904,71
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	4 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 3 701,59 euros (déficit).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint François d'Assise" de PONT-A-MOUSSON est fixée à 796 904,71 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : GIR 1 et 2 : 31,35 euros
GIR 3 et 4 : 19,95 euros
GIR 5 et 6 : 11,97 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint François d'Assise" de PONT-A-MOUSSON.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1301 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Sablons" de Pulnoy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Sablons" – 34 rue de Saulxures – 54425 PULNOY : N° FINESS : 54 0004512, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	18 126,32	811 443,31
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	716 201,74	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	30 173,26	
	Déficit reporté	46 941,99	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	811 443,31	811 443,31
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 46 941,99 € (déficit).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Les Sablons" de PULNOY est fixée à 811 443,31 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : GIR 1 et 2 : 32,21 euros
GIR 3 et 4 : 25,13 euros
GIR 5 et 6 : 18,52 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Sablons" de PULNOY.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1302 du 19 novembre 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de Rosières-aux-Salines

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite - 54 Rue du Paquis des Toiles - 54110 ROSIERES-AUX-SALINES : N° FINESS : 54 0002466, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	11 857,95	1 525 454,44
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 504 821,36	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	8 775,13	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 525 454,44	1 525 454,44
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euro.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite de ROSIERES-AUX-SALINES est fixée à 1 525 454,44 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : GIR 1 et 2 : 46,39 euros

GIR 3 et 4 : 33,41 euros

GIR 5 et 6 : 20,44 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de ROSIERES-AUX-SALINES.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1303 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Centre Brancion" de Royaucemix

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Centre Brancion" – 11 rue Carnot – 54200 ROYAUMEIX : N° FINESS : 54 0018983, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	18 010,76	760 844,41
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	666 520,04	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	44 195,25	
	Déficit reporté	32 118,36	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	760 844,41	760 844,41
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 32 118,36 euros (déficit).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Centre Brancion" de ROYAUMEIX est fixée à 760 844,41 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : GIR 1 et 2 : 40,97 euros

GIR 3 et 4 : 33,67 euros

GIR 5 et 6 : 26,38 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Centre Brancion" de ROYAUMEIX.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1304 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Compassion" de Saint-Firmin

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Compassion" – 5 rue de la Barre – 54930 SAINT-FIRMIN : N° FINESS : 54 0008539, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	11 924,38	511 943,55
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	480 320,15	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	19 699,02	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	511 943,55	511 943,55
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euro.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "La Compassion" de SAINT-FIRMIN est fixée à 511 943,55 €.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : GIR 1 et 2 : 27,45 euros
GIR 3 et 4 : 21,54 euros
GIR 5 et 6 : 15,64 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Compassion" de SAINT-FIRMIN.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1305 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Le Clos Pré" de Saint-Max

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Le Clos Pré" – 14 rue du Clos Pré– 54130 SAINT-MAX : N° FINESS : 54 0019577, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	13 533,36	324 144,12
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	301 147,40	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	9 463,36	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	324 144,12	324 144,12
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euro.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Le Clos Pré" de SAINT-MAX est fixée à 324 144,12 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : GIR 1 et 2 : 26,06 euros
GIR 3 et 4 : 19,74 euros
GIR 5 et 6 : 13,42 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Le Clos Pré" de SAINT-MAX.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1306 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Sainte Sophie" de Thiaucourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Sainte Sophie" – 2 rue Henri Poulet – 54470 THIAUCOURT : N° FINESS : 54 0002631, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	22 292,48	846 708,29
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	778 423,33	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	45 992,48	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	833 299,74	846 708,29
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	8 200,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	5 208,55	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 5 208,55 € (excédent).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Sainte Sophie" de THIAUCOURT est fixée à 833 299,74 €.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : GIR 1 et 2 : 31,57 euros
GIR 3 et 4 : 24,27 euros
GIR 5 et 6 : 16,97 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Sainte Sophie" de THIAUCOURT.
Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1307 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Sainte Famille" de Vandoeuvre-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Ste Famille" - 17 r. du Bois le Duc - 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY : N° FINESS : 54 0003126, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	14 780,24	636 033,62
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	604 240,14	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	17 013,24	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	636 033,62	636 033,62
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euro.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "La Sainte Famille" de VANDOEUVRE-LES-NANCY est fixée à 636 033,62 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : GIR 1 et 2 : 29,66 euros
GIR 3 et 4 : 21,71 euros
GIR 5 et 6 : 13,75 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Sainte Famille" de VANDOEUVRE-LES-NANCY.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1308 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Charles" de Vézelize

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Charles" – rue Notre Dame – 54330 VEZELISE : N° FINESS : 54 0002342, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	34 987,20	773 530,41
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	575 179,09	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	22 080,50	
	Déficit reporté	141 283,62	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	763 530,41	773 530,41
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	10 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 141 283,62 € (déficit).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint Charles" de VEZELISE est fixée à 763 530,41 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : GIR 1 et 2 : 33,38 euros

GIR 3 et 4 : 26,56 euros

GIR 5 et 6 : 19,75 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Charles" de VEZELISE.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1309 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Verrière" de Villers-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Verrière" – 6 rue Albert 1^{er} – 54600 VILLERS-LES-NANCY : N° FINESS : 54 0018975, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	14 368,24	431 052,71
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	401 900,69	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	14 783,78	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	431 052,71	431 052,71
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 €.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "La Verrière" de VILLERS-LES-NANCY est fixée à 431 052,71 €.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : GIR 1 et 2 : 26,43 euros

GIR 3 et 4 : 20,12 euros

GIR 5 et 6 : 13,80 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Verrière" de VILLERS-LES-NANCY.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1310 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les 4 Cantons" de Baccarat

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD "Les 4 Cantons" – 11 rue des Moulins – 54120 BACCARAT : N° FINESS : 54 0010592, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	110 105,80	613 987,13
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	443 548,16	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	11 021,57	
	Déficit reporté	49 311,60	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	611 610,13	613 987,13
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	2 377,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 49 311,60 € (déficit).

Art. 3 : La dotation globale soins 2008 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées "Les 4 cantons" de BACCARAT est fixée à 611 610,13 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 39,79 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au service de soins à domicile pour personnes âgées "Les 4 Cantons" de BACCARAT.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1311 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les 3 Rivières" de Blainville-sur-l'Eau

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné : SSIAD "Les 3 Rivières" – 1 rue du Presbytère – 54360 BLAINVILLE-SUR-L'EAU : N° FINESS : 54 0012788, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	213 227,90	644 739,58
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	422 731,04	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	7 132,59	
	Déficit reporté	1 648,05	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	644 739,58	644 739,58
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 1 648,05 euros (déficit).

Art. 3 : La dotation globale soins 2008 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées "Les 3 Rivières" de BLAINVILLE-SUR-L'EAU est fixée à 644 739,58 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 35,94 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au service de soins à domicile pour personnes âgées "Les 3 Rivières" de BLAINVILLE-SUR-L'EAU.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1312 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les Etangs" de Einville-au-Jard

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné : SSIAD "Les Etangs" – 7 place de la Fontaine – 54370 EINVILLE-AU-JARD : N° FINESS : 54 0013018, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	198 210,00	615 687,70
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	409 986,85	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	7 490,85	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	580 280,26	615 687,70
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	35 407,44	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 35 407,44 € (excédent).

Art. 3 : La dotation globale soins 2008 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées "Les Etangs" de EINVILLE-AU-JARD est fixée à 580 280,26 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 29,91 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au service de soins à domicile pour personnes âgées "Les Etangs" de EINVILLE-AU-JARD.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1313 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Val de Lorraine" de Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné : SSIAD "Val de Lorraine" - 36 bis av. du Général Leclerc - 54700 PONT-A-MOUSSON : N° FINESS : 54 0013851, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	196 526,00	550 172,89
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	344 075,89	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	9 571,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	503 554,81	550 172,89
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	46 618,08	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 46 618,08 € (excédent).

Art. 3 : La dotation globale soins 2008 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées "Val de Lorraine" de PONT-A-MOUSSON est fixée à 503 554,81 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 34,40 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au service de soins à domicile pour personnes âgées "Val de Lorraine" de PONT-A-MOUSSON.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1314 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut public autonome de Jarny

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné : SSIAD de Jarny – 5 rue Clément Humbert – 54802 JARNY CEDEX : N° FINESS : 54 0012853, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	91 123,15	550 275,35
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	374 384,35	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	60 770,96	
	Déficit reporté	23 996,89	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	492 897,35	550 275,35
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	57 378,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 23 996,89 € (déficit).

Art. 3 : La dotation globale soins 2008 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de JARNY est fixée à 492 897,35 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 32,94 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au service de soins à domicile pour personnes âgées de JARNY.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1315 du 19 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut public autonome de Vézelize

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné : SSIAD de Vézelize – rue Notre Dame – 54330 VEZELISE : N° FINESS : 54 0007283, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I		364 640,62
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	77 219,17	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	237 950,66	
	Groupe III		
	Dépenses afférentes à la structure	29 638,93	
	Déficit reporté	19 831,86	
Recettes	Groupe I		364 640,62
	Produits de la tarification	319 642,54	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	966,67	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	44 031,41	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 19 831,86 euros (déficit 2006) et de 44 031,41 euros (excédent 2007).

Art. 3 : La dotation globale soins 2008 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de VEZELISE est fixée à 319 642,54 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 33,35 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au service de soins à domicile pour personnes âgées de VEZELISE.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté n° 1328 du 20 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'hébergement et de réinsertion sociale gérés par l'Association Lorraine d'Assistance aux Libérés (A.S.L.O.R.A.L.)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	40 500,00	401 972,81
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	299 488,81	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	61 984,00	
	Déficit 2006 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	345 431,81	401 972,81
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	54 518,00	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	2 023,00	
	Excédent 2006 repris	-	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2008, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association A.S.L.O.R.A.L. est fixée à 345 431,81 euros.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 28 785,98 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - co n° 71 - 54 036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association A.S.L.O.R.A.L. gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 20 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe, Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté n° 1329 du 20 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'hébergement et de réinsertion sociale « Marguerite VALLETTE » géré par l'association Le Gîte Familial

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	165 000,00	976 643,25
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	675 677,25 dont 14 277 de crédits non reconductibles	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	135 966,00	
	Déficit 2006 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	901 896,25	976 643,25
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	44 895,00	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	29 852,00	
	Excédent 2006 repris	-	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2008, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Le Gîte Familial est fixée à 901 896,25 euros.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 75 158,02 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - co n° 71 - 54036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association Le Gîte Familial gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 20 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe, Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté n° 1330 du 20 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'adaptation à la vie active « Ateliers 18 » géré par l'association Le Gîte Familial

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'adaptation à la vie active sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	24 451,00	517 636,07
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	436 898,07	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	56 287,00	
	Déficit 2006 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	503 870,07	517 636,07
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	13 766,00	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	-	
	Excédent 2006 repris	-	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2008, la dotation globale de financement du centre d'adaptation à la vie active géré par l'association Le Gîte Familial est fixée à 503 870,07 euros.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 41 989,17 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - co n° 71 – 54 036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association Le Gîte Familial gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 20 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe, Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1336 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « La Roche aux Carmes » à Longwy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « La Roche aux Carmes » - 9 r. des Carmes - 54401 LONGWY CEDEX : N° FINESS ET : 54 000 8232, sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	21 552,80	147 491,60
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	113 886,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	12 052,80	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	147 491,60	147 491,60
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 euro.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite « La Roche aux Carmes » à LONGWY est fixée à 147 491,60 €. Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 10,63 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « La Roche aux Carmes » à LONGWY.

Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe, Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1337 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Ophéliades » de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Les Ophéliades » - 8-10 bd du 21^{ème} R.A.- 54000 NANCY : N° FINESS : 54 001 3323, sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	20 962,96	821 825,00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	746 178,67	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	47 796,55	
	Déficit reporté	6 886,82	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	821 825,00	821 825,00
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 6 886,82 euros de déficit.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite « Les Ophéliades » de NANCY est fixée à 821 825,00 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : GIR 1 et 2 : 29,33 euros

GIR 3 et 4 : 23,15 euros

GIR 5 et 6 : 16,97 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « Les Ophéliades » de NANCY.

Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1338 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Résidence Les Cygnes » de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Résidence Les Cygnes » - 2 rue J. Délivré – 54000 NANCY : N° FINESS ET : 54 001 4198, sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	13 832,00	233 995,00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	216 363,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	3 800,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	233 995,00	233 995,00
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 euro.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite « Résidence Les Cygnes » de NANCY est fixée à 233 995,00 €.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : GIR 1 et 2 : 15,44 euros

GIR 3 et 4 : 12,51 euros

GIR 5 et 6 : 9,59 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « Résidence Les Cygnes » de NANCY.

Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1339 du 18 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Hôtel Club » de Saint-Max

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite Hôtel club - 1 rue du maquis de Ranzey – 54130 SAINT-MAX : N° FINESS : 54 000 6400, sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	22 795,84	867 377,60
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	686 246,98	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	24 827,84	
	Déficit reporté	133 506,94	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	867 377,60	867 377,60
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : déficit de 133 506,94 €

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite Hôtel club de SAINT-MAX est fixée à 867 377,60 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : GIR 1 et 2 : 30,59 euros

GIR 3 et 4 : 24,54 euros

GIR 5 et 6 : 18,49 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Hôtel club de SAINT-MAX.

Nancy, le 18 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPTE

Extrait de l'arrêté n° 1343 du 20 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'Association pour un Lien Social et des Espaces Solidaires (A.L.I.S.E.S.)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	51 500,00	352 095,33
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	218 810,59	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	81 784,74	
	Déficit 2006 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	312 417,33	352 095,33
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	39 678,00	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	-	
	Excédent 2006 repris	-	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2008, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association A.L.I.S.E.S. est fixée à 312 417,33 euros.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 26 034,78 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - co n° 71 - 54036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association A.L.I.S.E.S. gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 20 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,

Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté n° 1344 du 20 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Point d'accueil et d'urgence sociale de Briey géré par l'Association pour un Lien Social et des Espaces Solidaires (A.L.I.S.E.S.)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du point d'accueil et d'urgence sociale de Briey sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 800,00	237 185,81
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	200 996,81	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	25 389,00	
	Déficit 2006 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	237 185,81	237 185,81
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	-	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	-	
	Excédent 2006 repris	-	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2008, la dotation globale de financement du point d'accueil et d'urgence sociale de Briey géré par l'association A.L.I.S.E.S. est fixée à 237 185,81 euros.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 19 765,48 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - co n° 71 – 54 036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association A.L.I.S.E.S. gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 20 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté n° 1345 du 20 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Point d'accueil et d'urgence sociale de Longwy géré par l'Association pour un Lien Social et des Espaces Solidaires (A.L.I.S.E.S.)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du point d'accueil et d'urgence sociale de Longwy sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 847,00	264 420,61
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	233 523,61	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	20 050,00	
	Déficit 2006 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	253 435,73	264 420,61
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	10 984,88	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	-	
	Excédent 2006 repris	-	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2008, la dotation globale de financement du point d'accueil et d'urgence sociale de Longwy géré par l'association A.L.I.S.E.S. est fixée à 253 435,73 euros.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 21 119,64 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - co n° 71 – 54 036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association A.L.I.S.E.S. gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 20 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté n° 1346 du 24 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Comité d'Entraide aux Français Rapatriés (C.E.F.R.)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	79 000,00	584 133,67
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	338 133,67	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	167 000,00	
	Déficit 2006 repris	-	

Recettes	Groupe I : produits de la tarification	562 011,67	584 133,67
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	22 122,00	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	-	
	Excédent 2006 repris	-	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2008, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association C.E.F.R. est fixée à 562 011,67 euros.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 46 834,31 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - co n° 71 – 54 036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association C.E.F.R. gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 24 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté n° 1349 du 24 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service ANTIGONE géré par l'association Accueil et Réinsertion Sociale (A.R.S.)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du service de lutte contre l'exclusion des personnes prostituées ANTIGONE sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	7 102,00	114 368,18
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	87 805,17	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	19 461,01	
	Déficit 2006 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	82 556,18	114 368,18
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	26 476,00	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	5 336,00	
	Excédent 2006 repris	-	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2008, la dotation globale de financement du service de lutte contre l'exclusion des personnes prostituées ANTIGONE géré par l'association A.R.S. est fixée à 82 556,18 euros.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 6 879,68 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - co n° 71 – 54 036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association A.R.S. gestionnaire des établissements concernés.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 24 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté n° 1351 du 24 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centres d'hébergement et de réinsertion sociale gérés par l'association Accueil et Réinsertion Sociale (A.R.S.)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales des centres d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	538 232,00	4 911 227,57
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	3 458 588,19 dont 45 920 de crédits non reconductibles	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	914 407,38	
	Déficit 2006 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	4 381 679,57	4 911 227,57
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	474 218,00	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	55 330,00	
	Excédent 2006 repris	-	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2008, la dotation globale de financement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale gérés par l'association A.R.S. est fixée à 4 381 679,57 euros.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 365 139,96 euros.

A compter du 1^{er} janvier 2009, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à 361 313,30€.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - co n° 71 - 54036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association A.R.S. gestionnaire des établissements concernés.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 24 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté n° 1352 du 24 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 la dotation globale de financement de la structure « Lits Halte Soins Santé » gérée par l'association Accueil et Réinsertion Sociale (A.R.S.)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales de la structure « Lits halte soins santé » sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	37 035,00	392 708
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	305 390,26	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	50 282,74	
	Déficit 2006 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	365 000,00	392 708
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	10 340,00	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	17 368,00	
	Excédent 2006 repris	-	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2008, la dotation globale de financement de la structure « Lits halte soins santé » gérée par l'association A.R.S. est fixée à 365 000 euros.

La fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 30 416,67 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - co n° 71 - 54 036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association A.R.S. gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : Le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 24 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1371 du 26 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal de Pompey/Lay-St-Christophe

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2008 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

H.L.I. DE POMPEY / LAY-ST-CHRISTOPHE : N° FINESS (EJ) 54 000 009 8

Dotation globale de financement « soins » : 3 656 827,27 euros

Tarifs journaliers de soins : pour les GIR 1 et 2 : 44,20 €

pour les GIR 3 et 4 : 34,27 €

pour les GIR 5 et 6 : 24,34 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'hôpital local intercommunal de Pompey/Lay-Saint-Christophe.

Nancy, le 26 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté n° 1373 du 26 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Le Grand Sauvoy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	179 520,00	1 906 501,83
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	1 188 441,51	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	538 540,32 dont 12 224,58 de crédits non reconductibles	
	Déficit 2006 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	1 690 866,83	1 906 501,83
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	176 183,00	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	39 452,00	
	Excédent 2006 repris	-	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2008, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Le Grand Sauvoy est fixée à 1 690 866,83 euros.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 140 905,57 euros.

A compter du 1^{er} janvier 2009, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à 139 886,85 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - co n° 71 - 54036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association Le Grand Sauvoy gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 26 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,

Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté n° 1374 du 26 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'adaptation à la vie active géré par l'association Le Grand Sauvoy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'adaptation à la vie active sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	37 900,00	1 153 225,15
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	928 667,94	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	186 657,21 dont 8 149,72 de crédits non reconductibles	
	Déficit 2006 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	1 124 228,15	1 153 225,15
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	10 987,00	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	18 010,00	
	Excédent 2006 repris	-	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2008, la dotation globale de financement du centre d'adaptation à la vie active géré par l'association Le Grand Sauvoy est fixée à 1 124 228,15 euros.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 93 685,68 euros.

A compter du 1^{er} janvier 2009, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à 93 006,54 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - co n° 71 - 54036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association Le Grand Sauvoy gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 26 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté n° 1375 du 26 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'hébergement et de réinsertion sociale - Foyer de Jeunes – géré par l'association Clair Logis

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	64 008,00	441 874,03
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	285 819,85	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	92 000,00	
	Déficit 2006 repris	46,18	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	421 705,03	441 874,03
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	2 000,00	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	18 169,00	
	Excédent 2006 repris	-	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2008, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Clair Logis est fixée à 421 705,03 euros.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 35 142,09 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - co n° 71 – 54 036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association Clair Logis gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 26 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté n° 1378 du 26 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'adaptation à la vie active géré par l'Association Lorraine d'Aide aux Sans Abri (A.L.A.S.A.)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'adaptation à la vie active sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	26 720,00	468 547,64
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	382 281,64	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	59 546,00	
	Déficit 2006 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	463 530,64	468 547,64
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	5 017,00	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	-	
	Excédent 2006 repris	-	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2008, la dotation globale de financement du centre d'adaptation à la vie active géré par l'association A.L.A.S.A. est fixée à 463 530,64 euros.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 38 627,55 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - co n° 71 - 54036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association A.L.A.S.A. gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 26 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté n° 1379 du 26 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'hébergement et de réinsertion sociale - Foyer de la Libération – géré par l'Association Lorraine d'Aide aux Sans Abri (A.L.A.S.A.)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	175 886,00	1 351 821,93
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	927 302,88 dont 3 855 de crédits non reconductibles	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	248 633,05 dont 17 133,05 de crédits non reconductibles	
	Déficit 2006 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	1 082 966,93	1 351 821,93
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	265 000,00	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	3 855,00	
	Excédent 2006 repris	-	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2008, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association A.L.A.S.A. est fixée à 1 082 966,93 euros.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 90 247,24 euros.

A compter du 1^{er} janvier 2009, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à 88 498,24 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - co n° 71 - 54036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'association A.L.A.S.A. gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 26 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Arrêté du 12 novembre 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian BRUNET, trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle

Le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle

VU

- le code général de la propriété des personnes publiques,
- le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,
- la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005,
- le décret n°2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets,
- le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 18 juillet 2007 nommant M. Hugues PARANT, préfet de Meurthe-et-Moselle,
- l'arrêté ministériel en date du 1^{er} août 2003 nommant M. Christian BRUNET Trésorier-Payeur Général de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} septembre 2003,
- l'arrêté préfectoral n° 08/BMSSE.29 du 6 mai 2008 portant délégation de signature à M. Christian BRUNET, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Art. 1^{er} : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian BRUNET, il est donné subdélégation de signature à l'effet de signer les décisions, contrats, conclusions, mémoires et d'une façon générale, tous les actes de procédure, se rapportant aux questions, affaires ou matières suivantes :

Numéro	Nature des attributions	Références
1	Toutes opérations se rapportant à la passation et à la signature au nom de l'Etat des actes de gestion et de réalisation des biens domaniaux.	Art. L. 69 (3 ^{ème} alinéa), R. 32, R. 66, R. 76-1, R. 78, R. 128-3, R. 128-7, R. 128-8, R. 129-1, R. 129-2, R. 129-4, R. 129-5, R. 148, R. 148-3, A. 102, A. 103, A. 115 et A. 116 du code du domaine de l'Etat. Art. L. 3212-2 du code général de la propriété des personnes publiques.
2	Stipulation au nom de l'Etat dans les actes d'acquisition et de prise en location d'immeubles et de droits immobiliers ou de fonds de commerce intéressant les services publics civils ou militaires de l'Etat.	Art. R. 18 du code du domaine de l'Etat.
3	Autorisation d'incorporation au domaine public des biens du domaine privé de l'Etat.	Art. R. 1 du code du domaine de l'Etat.
4	Acceptation de remise au domaine des biens immobiliers et constatation des remises d'immeubles aux services publics affectataires.	Art. R. 83-1 et R. 89 du code du domaine de l'Etat.
5	Arrêtés d'affectation définitive ou provisoire et arrêtés portant changement d'utilisation des immeubles domaniaux ou des immeubles détenus en jouissance par l'Etat.	Art. R. 83 et R. 84 du code du domaine de l'Etat.
6	Octroi des concessions de logements.	Art. R.95 (2 ^{ème} alinéa) et A. 91 du code du domaine de l'Etat.
7	Instances domaniales de toute nature autres que celles qui se rapportent à l'assiette et au recouvrement des droits, redevances et produits domaniaux.	Art. R. 158 1° et 2°, R. 158-1, R. 159, R. 160 et R. 163 du code du domaine de l'Etat.
8	Participation du service du Domaine à certaines adjudications d'immeubles dont les propriétaires avaient bénéficié de prêts spéciaux à la construction garantis par l'Etat.	Art. R. 105 du code du domaine de l'Etat.
9	Gestion des biens dépendant de patrimoines privés dont l'administration ou la liquidation ont été confiées au service du Domaine.	Art. 809 à 811-3 du code civil. Loi validée du 5 octobre 1940. Loi validée du 20 novembre 1940. Ordonnance du 5 octobre 1944. Loi du 23 juin 2006 Décret 2006-1792 du 23 décembre 2006
10	En matière de « service foncier » : tous actes de procédures et toutes formalités relatifs aux acquisitions d'immeubles, de droits immobiliers ou de fonds de commerce poursuivies, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, à l'exclusion de ceux visés aux articles R 179 et R 180 du code du domaine de l'Etat. Dans les cas d'opérations poursuivies pour le compte de départements, de communes ou d'établissements publics dépendant de ces collectivités, signature de la convention conclue avec ces collectivités ou établissements en vue de l'accomplissement de ces opérations par les services de la direction générale de la comptabilité publique.	Art. R. 176 à R. 178 et R. 181 du code du domaine de l'Etat. Décret n° 67-568 du 12 juillet 1967. Art. 59 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004.

aux agents de la Trésorerie Générale dont les noms suivent :

En ce qui concerne l'ensemble des attributions (sous les n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10) :

- M. Jean-Marie ZIMMERMANN, Chef des Services du Trésor Public,
- M. Eric PIQUE, Inspecteur Principal,
- M. Hervé FRIDRICK, Inspecteur Principal,
- M. Marc DERHAN, Trésorier Principal,
- M. Pierre VUAGNOUX, Trésorier Principal,

En ce qui concerne les attributions visées sous les n° 1, 2, 6, 7 et 9 :

- M. David De BEAUMONT, Inspecteur du Trésor Public, dans la limite de 15 000 euros pour les prises à bail par l'Etat et 150 000 euros pour les acquisitions et cessions de l'Etat.

En ce qui concerne les attributions visées sous le n° 9 :

- M. Patrick KREMER, inspecteur,
- Mmes Catherine VIEUX-MELCHIOR, Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Sylviane ROSSIGNOL, Véronique RONCHARD, contrôleuses des impôts,
- MM. Stéphane OTTENWAEALTER et Raphaël LOGEL, contrôleurs des impôts.

En ce qui concerne les attributions visées sous le n° 10 :

- Mmes Isabelle BURNEL et Josiane KLAEYLE, inspectrices,
 - MM. Joël KERDONCUFF, Joël SZUBARGA, Daniel ALBERT, Philippe SCHNEIDER et Jean-Marc WARIS, inspecteurs des impôts, et
 M. Georges ROUSSE, inspecteur du Trésor,
 - MM. Alain CONTE et Laurent DARNE, contrôleurs des impôts.

Sont exclues de cette subdélégation les affaires réservées par la Direction pour des motifs d'opportunité. Ces affaires pourront être signées, en cas d'absence de M. Christian BRUNET par M. Jean-Marie ZIMMERMANN, Chef des Services du Trésor Public, MM. Eric PIQUE et Hervé FRIDRICK, inspecteurs principaux et M. Marc DERHAN, Trésorier Principal.

La signature du délégataire sera précédée de la mention « pour le trésorier-payeur général et par délégation ».

Art. 2 : Le préfet et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le Trésorier-Payeur Général. Cet arrêté sera affiché dans les locaux de la Trésorerie Générale de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 12 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
 Le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle,
 Christian BRUNET

Délégation générale de signature du 25 novembre 2008

Je soussigné, Christian BRUNET, Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle, constitue comme mandataires, à compter du 1^{er} décembre 2008, les personnes suivantes :

I – Délégations générales

M. Jean Marie ZIMMERMANN, Chef des Services du Trésor Public, assure, sous mon autorité et en qualité de fondé de pouvoir la direction des services déconcentrés du Trésor de Meurthe-et-Moselle. Il reçoit procuration générale à l'effet de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer, seul ou concurremment avec moi, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y attachent. Il est autorisé à agir en justice, et pour effectuer les déclarations de justice et pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif des procédures collectives.

Procuration générale et autorisation à agir en justice et pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif de procédures collectives notamment sont, par ailleurs, données pour n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de ma part ou de M. Jean Marie ZIMMERMANN, mais sans que cette condition ne soit opposable aux tiers, à :

M. Marc DERHAN,	Trésorier principal, fondé de pouvoir assistant
M. Hervé FRIDRICK,	Inspecteur principal auditeur
M. Eric PIQUE,	Inspecteur principal auditeur
M. Cyril COCHARD,	Inspecteur principal auditeur
Mme Anne Marie KLEIN	Trésorier principal
Mme Anne-Marie FLAMANT,	Receveur-percepteur, Contrôleur de gestion
Mme Françoise TONIN,	Receveur-Percepteur, Chef de division
M. Michel ROUSSEAU,	Receveur-Percepteur, Chef de division
Mme Sylvie ROMAIN,	Receveur Percepteur, Chef de division

II – Délégations spéciales

Fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les ordres de virement et documents nécessaires au fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France, à :

Melle Nicole SIMONIN,	Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers
M. Vincent TOLDRE,	Inspecteur, chef du service Dépense et chef du service CFD
Mme Angélique MARTIN,	Inspecteur, chef du service CEPL comptabilité et opérations de gestion
Mme Anne Marie AUBERT,	Contrôleur principal, service Dépôts et services financiers
M. Bernard LAROSE,	Contrôleur, Service Comptabilité
M. Michel ROUSSEAU,	Receveur percepteur, chef de division et gérant intérimaire du service Comptabilité

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les ordres de virement PTCLI, à :

Mme Maryse DE DONATO,	Contrôleur principal, Service Gestion des impôts et des amendes
-----------------------	-----------------------------------------------------------------

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les significations des actes d'Huissiers de justice et d'Huissiers du Trésor pour le service Dépôts et Services financiers, à :

Mme Anne Marie AUBERT,	Contrôleur principal, service Dépôts et services financiers
------------------------	-------------------------------------------------------------

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer tous les documents relatifs au fichier central des chèques, à :

Mme Anne Marie AUBERT,	Contrôleur principal, service Dépôts et services financiers
------------------------	-------------------------------------------------------------

Déclaration de créances du Trésor au passif des procédures collectives

Procuration spéciale est donnée pour effectuer les déclarations de créances du Trésor public au passif des procédures collectives, à :

Mme Isabelle VICHARD,	Inspecteur, Pôle Recouvrement Animation Contentieux
M. Thierry LUSQUE,	Inspecteur, chef du service Recouvrement produits divers

Significations des actes d'huissiers de justice et d'huissier du Trésor

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les significations de tous actes d'huissiers de justice ou huissiers du Trésor, à :

Melle Nicole SIMONIN,	Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers
-----------------------	-----------------------------------------------------------

Fichier central des chèques

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer tous les documents relatifs au fichier central des chèques, à :

M. Michel ROUSSEAU,	Receveur – Percepteur, Chef de division
Melle Nicole SIMONIN,	Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers

Cellule immobilière SIP (Services Impôts des Particuliers)

Procuration spéciale est donnée à :

M. Laurent RIGOLEAU,	Inspecteur du Trésor public, pour :
----------------------	-------------------------------------

- Engager en mon nom et à hauteur de 10 000€ (jusqu'à la fin de l'année 2008) les commandes relatives à la création des SIP.

- Signer les bons de livraison et réceptionner les commandes ou colis relatifs à la création des SIP.

- Apposer la mention « service fait » sur les factures concernant les commandes relatives à la création des SIP.

Fonctionnement des services

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les chèques sur le Trésor et les ordres de paiement, les visas et certifications diverses, les remises de titres, les autorisations de paiement pour mon compte, les récépissés, déclarations de recettes et de dépôts, les accusés de réception, les endossements de chèques et effets divers, les bordereaux d'envoi et les affaires courantes, mais seulement lorsque ces opérations concernent leur service, sans que cette condition soit opposable aux tiers ou puisse être revendiquée par eux, à :

M. Gilles FLUCK,	Inspecteur, chef du service Budget logistique
Melle France BERNIZ,	Inspecteur, chargée de la Formation professionnelle et de la documentation
Melle Nicole SIMONIN,	Inspecteur, Chef du Service Dépôts et Services Financiers

M. Vincent TOLDRE, Inspecteur, Chef du service Contrôle Financier Déconcentré et du service Dépense
Mme Dominique CRABOUILLET, Inspecteur, chargée des Affaires économiques et de la Communication
Mme Sylvie ROMAIN, Receveur Percepteur, Chef du service Ressources Humaines
Mme Isabelle VICHARD, Inspecteur, Responsable du Pôle Recouvrement Animation Contentieux
Mme Angélique MARTIN, Inspecteur, Chef du service CEPL comptabilité et opérations de gestion et déléguée au contrôle interne SPL
M. Julien PEYRISSAGUET, Inspecteur, Chargé de mission cellule CEPL animation et pilotage
Mme Bénédicte OLLIER, Inspecteur, Chargée de mission cellule CEPL animation et pilotage
M. Stéphane LAMBERT, Inspecteur, Chargé de mission informatique et bureautique
Mme Odile GAMBETTE, Inspecteur, Chargée des Affaires Economiques
Mme Claire BERTRAND, Inspecteur, Chef du service Gestion des Impôts et Amendes
Mme Sophie CHEVALIER, Inspecteur, Responsable de la Cellule Qualité Comptable et déléguée au Contrôle interne Etat
M. Thierry DELON, Inspecteur, chef du service de contrôle de la redevance audiovisuelle
M. Thierry LUSQUE, Inspecteur, chef du service Recouvrement produits divers
M. Michel ROUSSEAU, Receveur percepteur, gérant intérimaire du service Comptabilité

Fonctionnement du service « Recouvrement produits divers »
Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les récépissés, déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, demandes de renseignements et accusés de réception, délais de paiement et états de poursuites par voie de saisie du service Recouvrement produits divers, ainsi que états annuels des certificats reçus (DC7) à :
M. Thierry LUSQUE, Inspecteur
Melle Jacqueline BIGEREL, Contrôleur
Mme Agnès PREBAY, Contrôleur
M. Lionel POLLET, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les états annuels des certificats reçus (DC7), à :
M. Luc THIEBAUT, Agent d'administration principal
Mme Anne-Marie FOOS, Agent d'administration principal
Mme Martine POINSIGNON, Agent d'administration principal
Mme Marie France BIEHLER, Agent d'administration principal

Fonctionnement du service Gestion des impôts et amendes (GIA)
Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les récépissés, déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les demandes de renseignements et accusés de réception du service GIA, les états de poursuites par voie de saisie, à :
Mme Claire BERTRAND, Chef du service
Mme Maryse DE DONATO, Contrôleur principal

Fonctionnement du service Ressources humaines
Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les documents nécessaires à la paie des agents adressés au Département informatique auprès de la Trésorerie générale de la Moselle, à :
Mme Sylvie ROMAIN, Receveur Percepteur, Chef de Division
M. Marc DERHAN, Trésorier Principal, Fondé de pouvoir assistant
Mme Anne Marie FLAMANT, Receveur percepteur, Chef de Division

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer en l'absence du Chef du service Ressources humaines, le courrier interne au service, à :
Mme Anne-Marie CAMBEFORT, Contrôleur principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les attestations de présence au concours du Trésor public, à :
M. Luc SCHEFFMANN, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des « chronopost » à :
Mme Isabelle VIARDOT, Agent d'administration principal
Mme Marie Christine JACOBY, Agent d'administration principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis de titres restaurant, à :
Mme Isabelle VIARDOT, Agent d'administration principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis de titres restaurant, de procéder au mouvements des valeurs « titres restaurant », de procéder à l'approvisionnement en titres restaurant des postes non centralisateurs, à :
Mme Marie Christine JACOBY, Agent d'administration principal
Mme Anne Marie CAMBEFORT, Contrôleur principal

Receveur Percepteur, chef du service Ressources humaines
Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis, y compris ceux du service Budget logistique, à :
Mme Sylvie GUYOT, Agent d'administration principal
Mme Danielle CHEVALIER, Agent d'administration principal
Mme Aline CHEF, Adjoint technique du Trésor public
M. Jean OILLET, Agent d'administration

Fonctionnement du service Budget logistique
Procuration spéciale destinée à apposer la mention « service fait » sur les factures concernant la Trésorerie générale, est donnée à :
M. Gilles FLUCK, Inspecteur, Chef du service
Mme Martine HOUSTLER, Contrôleur
Melle Fabienne MATHIOT, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef du service Budget logistique, le courrier interne au service, à :
Mme Martine HOUSTLER, Contrôleur
Melle Fabienne MATHIOT, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis, y compris ceux du service Budget logistique, à :
M. Fabrice JACQUINET, Agent d'administration principal
Mme Annick HALLER, Agent d'administration principal
Mme Monique GERARD, Agent d'administration principal

Fonctionnement du Pôle Recouvrement Animation Contentieux
Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Pôle Recouvrement Contentieux, le courrier interne au service, à :
M. Bertrand FLOC'H, Contrôleur

Fonctionnement du service Dépense
Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service dépense, le courrier interne au service, à :
Mme Marie-Christine JUHEL, Contrôleur
Mme Martine FROST, Contrôleur principal

Fonctionnement du service Comptabilité
Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Comptabilité, le courrier interne au service, à :
M. Bernard LAROSE, Contrôleur

Fonctionnement du service CEPL comptabilité et opérations de gestion

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service CEPL opérations de gestion, le courrier interne au service, à :

M. Fabrice ARNET, Contrôleur principal

Fonctionnement du service CEPL pilotage et animation

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service CEPL pilotage et animation, le courrier interne au service, à :

Mme Annette KIEFFER, Contrôleur principal

Fonctionnement du Service Dépôts et Services Financiers

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les documents relatifs à l'ouverture et au fonctionnement des comptes de dépôts ou de comptes-titres, des quittances et ordres de Bourse, à :

Mme Anne Marie AUBERT, Contrôleur principal

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les documents relatifs à leurs fonctions de « chargé de clientèle », à :

Mme Claude DELINCHANT, Contrôleur

M. Philippe WINTZER, Inspecteur

Procuration spéciale est donnée à l'effet de valider les opérations saisies dans l'application VIR, à :

Mme Anne Marie AUBERT, Contrôleur principal

Melle Evelyne CANTENER, Contrôleur

Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur

Fonctionnement du service Contrôle Financier Déconcentré

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service CFD, le courrier interne au service, à :

M. Pascal AUBERT, Contrôleur principal

Fonctionnement du service Redevance

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Redevance, le courrier interne au service, à :

Mme Elisabeth BANASIAK, Contrôleur

Mme Elisabeth HELLE, Agent d'administration principal

Fonctionnement du service France Domaine

Arrêté portant désignation des agents habilités à exercer les fonctions de Commissaire du Gouvernement devant les juridictions de l'expropriation

Le Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret n° 2005-467 du 13 mai 2005 portant modification du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique (article R.13-7);

Vu l'article 16 du décret 2006-1792 du 23/12/2006 ;

ARRETE

Art. 1^{er} : M. Jean-Marie LANG, inspecteur, et Mme Anne-Marie KLEIN, inspecteur départemental, sont désignés pour le suppléer dans sa fonction de Commissaire du Gouvernement auprès de la juridiction de l'expropriation du département de Meurthe-et-Moselle et, le cas échéant, devant la Cour d'appel compétente.

Art. 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle ;

Arrêté portant désignation des agents habilités à représenter l'expropriant devant les juridictions de l'expropriation

Le Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 179 ;

Vu le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 modifié relatif à la réalisation d'acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements, notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département de Meurthe-et-Moselle le régime des procédures foncières institué par les articles R. 176 à R. 184 du code du domaine de l'Etat et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisé,

ARRETE

Art. 1^{er} : Messieurs Alain CONTE et Laurent DARNE, contrôleurs, Joël KERDONCUFF, Joël SZUBARGA, Daniel ALBERT, Jean-Marc WARIS et Philippe SCHNEIDER, inspecteurs, Mesdames Isabelle BURNEL et Josiane KLAEYLE, inspectrices sont désignés pour agir devant la juridiction de l'expropriation du département de Meurthe-et-Moselle en vue de la fixation des indemnités d'expropriation et, le cas échéant, devant la Cour d'appel compétente :

- au nom des services expropriants de l'Etat ;

- et, sur leur demande, au nom des collectivités, établissements ou sociétés mentionnés à l'article R. 177 du code du domaine de l'Etat et à l'article 2 du décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisé.

Art. 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à Nancy.

La présente procuration annule et remplace celle du 17 novembre 2008.

Nancy, le 25 novembre 2008

Christian BRUNET

Trésorier-payeur général de Meurthe et Moselle

AUTRES SERVICES

RESEAU FERRE DE FRANCE

Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 1^{er} octobre 2008 d'un terrain sis à Chaudeney-sur-Moselle (54)

Le président du conseil d'administration

DECIDE

Art. 1^{er} : Le terrain sis à Chaudeney-sur-Moselle (54) Lieu-dit Les Naux sur la parcelle cadastrée ZO 37 pour une superficie de 320 m², tel qu'il apparaît sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune (1), est déclassé du domaine public ferroviaire.

Art. 2 : La présente décision sera affichée en mairie de Chaudeney-sur-Moselle et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Strasbourg, le 1^{er} octobre 2008

Pour le président et par délégation,

Le directeur régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardennes,

Par délégation,

Bertrand WAHL

(1) Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés auprès de NEXITY Agence NSPM / Strasbourg, 17, rue de la Haute Montée - 67000 STRASBOURG.

CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY

Décision n° 050/08 du 12 novembre 2008 portant délégation de signature à Madame Nadine VAUTRIN, directeur adjoint chargé de la direction des usagers, de la qualité et de la communication

VU l'article L6143-7 du Code de la Santé Publique ;
VU les articles D 6143-33 à D 6143-36 du Code de la Santé Publique ;
VU l'information qui sera donnée au Conseil d'Administration en date du 12 décembre 2008 ;
VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;
VU l'arrêté ARH n°205 du 27 octobre 2008 désignant Madame Isabelle CAILLIER dans les fonctions de Directeur par intérim du Centre Psychothérapique de Nancy à compter du 1^{er} novembre 2008 ;
VU l'arrêté ministériel du 20 juillet 2007 nommant Madame Nadine VAUTRIN dans les fonctions de Directeur Adjoint au Centre Psychothérapique de Nancy

D E C I D E

Art. 1^{er} : La décision n° 038/08 du 30 août 2008 est annulée.

Art. 2 : Délégation permanente est donnée à Madame Nadine VAUTRIN, Directeur Adjoint Chargé de la Direction des Usagers, de la Qualité et de la Communication à effet de signer les courriers relevant de sa compétence à l'exclusion des correspondances aux services ministériels ou impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nadine VAUTRIN, Directeur Adjoint, délégation est donnée à Madame Lydie MAUGOUST, Responsable Qualité, à effet de signer tous documents, correspondances courantes et bordereaux propres à l'activité de la Direction des Usagers et de la Qualité.

Art. 3 : Délégation permanente est donnée à Madame Nadine VAUTRIN, Directeur Adjoint Chargé de la Direction des Usagers, de la Qualité et de la Communication à effet de signer au nom de Madame Isabelle CAILLIER, Directeur par intérim, en son absence :

- les conventions,
- tous documents et correspondances,
- communication et copies de pièces.

Art. 4 : Délégation permanente est donnée à Madame Nadine VAUTRIN, Directeur Adjoint à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins, relatifs à l'application des dispositions du livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Art. 5 : Les signatures des agents visés à l'article 2 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention "pour le Directeur par intérim et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataire.

Le prénom et le nom dactylographiés des signataires devront suivre leur signature manuscrite.

Art. 6 : La présente délégation prend effet le 1^{er} novembre 2008. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.
Laxou, le 12 novembre 2008

Le directeur par intérim,
Isabelle CAILLIER

Décision n° 052/08 du 12 novembre 2008 portant délégation de signature à Monsieur Fabrice CORDIER, directeur adjoint chargé des affaires financières et du système d'information hospitalier, du bureau des admissions et de l'administration des biens des malades

VU l'article L6143-7 du Code de la Santé Publique ;
VU les articles D 6143-33 à D 6143-36 du Code de la Santé Publique ;
VU l'information qui sera donnée au Conseil d'Administration en date du 12 décembre 2008 ;
VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;
VU l'arrêté ARH n°205 du 27 octobre 2008 désignant Madame Isabelle CAILLIER dans les fonctions de Directeur par intérim du Centre Psychothérapique de Nancy à compter du 1^{er} novembre 2008 ;
VU l'arrêté ministériel en date du 15 novembre 2002 nommant Monsieur Fabrice CORDIER dans les fonctions de Directeur Adjoint au Centre Psychothérapique de Nancy ;

D E C I D E

Art. 1^{er} : La décision n° 040/08 du 30 août 2008 est annulée.

Art. 2 : Délégation

Délégation permanente est donnée à Monsieur Fabrice CORDIER, Directeur Adjoint chargé des Affaires Financières et du Système d'Information Hospitalier, du Bureau des Admissions et de l'Administration des biens des malades dans les domaines de compétences et sous les réserves ci-après :

a) Délégation de signature d'ordonnateur pour :

- la liquidation et le mandatement des dépenses sans limitation de montant et pour l'ensemble des budgets approuvés ;
- la liquidation, la mise en recouvrement de toutes les recettes et l'autorisation de poursuites.

b) Délégation générale de signature pour tous les documents, certificats, attestations, conventions, notes d'information, contrats, correspondances et bordereaux propres à l'activité des services relevant de la Direction des Affaires Financières et du Système d'Information Hospitalier à l'exclusion des correspondances aux services ministériels ou impliquant des dispositifs réglementaires internes, et des notes de service.

c) Délégation de signature pour toutes les décisions, certificats, bulletins, correspondances et bordereaux relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Art. 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur CORDIER, délégation est donnée à Madame Anne GOULESQUE, Attaché d'Administration Hospitalière pour ce qui concerne :

a) Délégation de signature d'ordonnateur pour :

- la liquidation et le mandatement des dépenses sans limitation de montant et pour l'ensemble des budgets approuvés.
- la liquidation, la mise en recouvrement de toutes les recettes et l'autorisation de poursuites,

b) tous certificats, attestations, correspondances courantes et bordereaux propres à l'activité des services relevant de la Direction des Affaires Financières et du Système d'Information Hospitalier.

c) les décisions, certificats, bulletins, correspondances et bordereaux relatifs à l'application des dispositions du livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Art. 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur CORDIER et de Madame GOULESQUE conjointement, délégation est donnée à :

- Madame Nathalie LIENARD, Adjoint des Cadres Hospitaliers, pour tout ce qui concerne les points b - c de l'article 3.
- Madame Nelly MIRLAND, Adjoint des Cadres Hospitaliers, pour tout ce qui concerne les points a et b de l'article 3 ;
- Madame Myriam LE-BOHEC, Adjoint Administratif, pour tout ce qui concerne les demandes d'utilisation de la ligne de trésorerie.

Art. 5 : Délégation permanente est donnée à Madame Christelle BISAGA, ingénieur chef de projet, chef du service informatique, à effet de signer au nom de Monsieur CORDIER, Directeur Adjoint en son absence :

- tous les documents, certificats, attestations, conventions, notes d'information, contrats, correspondances et bordereaux propres à l'activité du Système d'information Hospitalier.

Art. 6 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Fabrice CORDIER, Directeur Adjoint, à effet de signer au nom de Madame Isabelle CAILLIER, Directeur par intérim, en son absence et en l'absence de Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint, de Madame Nadine VAUTRIN, Directeur Adjoint :

- les conventions,
- tous documents et correspondances,
- communication et copies de pièces.

Art. 7 : Les signatures des agents visés à l'article 3, 4 et 5 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention "pour le Directeur par intérim et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataire.

Le prénom et le nom dactylographiés des signataires devant suivre leur signature manuscrite.

Art. 8 : La présente délégation prend effet le 1^{er} novembre 2008. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.
Laxou, le 12 novembre 2008

Le directeur par intérim,
Isabelle CAILLIER

Décision n° 053/08 du 12 novembre 2008 portant délégation de signature à Monsieur Bernard HURSON, directeur adjoint

VU l'article L6143.7 du Code de la Santé Publique ;

VU les articles D 6143-33 à D 6143-36 du Code de la Santé Publique ;

VU la communication qui sera faite au Conseil d'Administration du 12 décembre 2008 ;

VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté ARH n°205 du 27 octobre 2008 désignant Madame Isabelle CAILLIER dans les fonctions de Directeur par intérim du Centre Psychothérapique de Nancy à compter du 1^{er} novembre 2008 ;

VU l'arrêté ministériel du 5 décembre 1997 nommant Monsieur Bernard HURSON dans les fonctions de Directeur de Service Central au Centre Psychothérapique de Nancy ;

DECIDE

Art. 1^{er} : La décision n° 041/08 du 30 août 2008 est annulée.

Art. 2 : Délégation

a) Délégation permanente est donnée à Monsieur Bernard HURSON à l'effet de signer :

- les marchés selon procédure adaptée inférieurs à 90 000€ HT, tous bons de commandes, documents, certificats, attestations, conventions, notes, correspondances et bordereaux propres à l'activité des Services Economiques et des travaux à l'exclusion des correspondances aux administrations centrales et des notes de services ;
- en cas d'absence ou d'empêchement, du chef d'établissement, les marchés et les notes de services relevant de l'activité de la Direction des Services Economiques et des travaux.

b) En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard HURSON, délégation est donnée à Monsieur Daniel DUPAL, attaché d'administration à la Direction des Services Economiques, à l'effet de signer tous bons de commandes, certificats, attestations, notes, correspondances courantes et bordereaux propres à l'activité des Services Economiques et des travaux.

c) En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Daniel DUPAL, sa délégation est donnée à Mademoiselle Stéphanie KRIGUER, adjoint des cadres à la Direction des Services Economiques.

d) Délégation permanente est donnée à Monsieur Jean Paul SAUVAGEOT, ingénieur en chef, à l'effet de signer :

- les ordres de service, certificats, attestations, notes et correspondances courantes relatifs aux travaux et à l'activité des services techniques.
- en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard HURSON, tous documents relevant de l'activité du bureau des travaux.

e) Délégation permanente est donnée à Monsieur Patrice ROBIN, ingénieur, à l'effet de signer tous certificats, notes et correspondances courantes, relatifs aux travaux dont il assure la maîtrise d'œuvre, ainsi que les ordres de service n'entraînant pas d'incidence financière.

f) En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean Paul SAUVAGEOT, sa délégation est donnée à Monsieur Patrice ROBIN, ingénieur, à l'exclusion des ordres de service entraînant une incidence financière.

Art. 3 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint, à effet de signer au nom de Madame Isabelle CAILLIER, Directeur par intérim, en son absence pour les actes suivants ainsi limités :

- les conventions,
- tous documents et correspondances,
- communication et copies de pièces.

Art. 4 : En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur par intérim, Président de la Commission d'Appel d'Offres constituée au sein du Centre Psychothérapique de Nancy, la suppléance sera assurée par Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint Chargé des Services Economiques.

Art. 5 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint, à effet de signer lors des gardes administratives tous les certificats, décisions, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Art. 6 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Jean Paul SAUVAGEOT, ingénieur, à effet de signer lors des gardes administratives tous les certificats, décisions, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Art. 7 : Les signatures des agents visés à l'article 2 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention "Pour le Directeur par intérim et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataire.

Le prénom et le nom dactylographiés des signataires devant suivre leur signature manuscrite.

Art. 8 : La présente délégation prend effet le 1^{er} novembre 2008. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.
Laxou, le 12 novembre 2008

Le directeur par intérim,
Isabelle CAILLIER

Décision n° 055/08 du 18 novembre 2008 portant délégation de signature à Mademoiselle Anne MANGIN, pharmacien

VU l'article L6143-7 du Code de la Santé Publique ;

VU les articles D.6143-33 à D.6143-36 du Code de la Santé Publique,

VU l'information qui sera donnée au Conseil d'Administration en date du 12 décembre 2008,

VU l'arrêté ARH n°205 du 27 octobre 2008 désignant Madame Isabelle CAILLIER dans les fonctions de Directeur par intérim du Centre Psychothérapique de Nancy à compter du 1^{er} novembre 2008 ;

DECIDE

Art. 1^{er} : La décision n°019/2006 du 30 août 2006 est annulée.

Art. 2 : Mademoiselle Anne MANGIN, Pharmacien, reçoit délégation à l'effet de signer l'ensemble des pièces administratives et correspondances relatives aux marchés relevant de son champ d'attributions :

- Médicaments
- Produits sanguins

- Dispositifs médicaux
- Fournitures médicales
- Fluides et gaz médicaux

A ce titre Mlle MANGIN est habilitée à :

- sélectionner la procédure d'achat la plus appropriée
- mener à bien la procédure retenue sous sa responsabilité
- proposer le choix d'attribution en fonction des critères prédéfinis
- signer les marchés passés selon procédure adaptée dont le montant est inférieur à 90 000 € HT.

Tous les autres marchés sont signés par le Directeur

- notifier les marchés et informer les candidats non retenus

- signer l'ensemble des pièces administratives et correspondances nécessaires à l'exécution contractuelle des marchés concernant la PHARMACIE.

Art. 3 : Une délégation d'engagement et de liquidation des dépenses de fournitures médicales et pharmaceutiques entrant dans l'objet des marchés visés à l'article 2 est donnée, dans la limite des crédits budgétaires notifiés par le Directeur des Affaires Financières, à :

- Mademoiselle Anne MANGIN, Pharmacien Chef de service
- Monsieur Sébastien GEORGET, Pharmacien.

Art. 4 : Chaque titulaire de la présente délégation a la responsabilité des opérations effectuées dans le cadre de sa délégation.

A ce titre, il est chargé d'assurer le contrôle de l'application des dispositions du Code des Marchés Publics et du Guide interne pour la mise en œuvre des Achats selon la procédure adaptée et des dispositions réglementaires budgétaires et comptables par l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Art. 5 : Les signatures des agents visés aux articles 2 et 3 sont annexées à la présente décision.

Art. 6 : La présente décision prend effet à la date du 1^{er} novembre 2008.

Elle est renouvelable annuellement par tacite reconduction. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Laxou, le 18 novembre 2008

Le directeur par intérim,
Isabelle CAILLIER

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

Service aménagement, risques et urbanisme

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 5359 du 25 novembre 2008 autorisant A.I.R. à exécuter des travaux sur les communes de Longwy et Herseange

Par arrêté préfectoral n° 5359 en date du 25 novembre 2008, A.I.R., ZA de la Paix, 4 rue de Soissons - 57240 Nilvange, a été autorisée à exécuter les travaux en vue du raccordement TJ pour club house sur les communes de Longwy et Herseange.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 6666 du 25 novembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Conflans-en-Jarnisy

Par arrêté préfectoral n° 6666 en date du 25 novembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'extension réseau HTA pour l'implantation poste DP « Héré » et raccordement BT du lotissement E. Héré sur la commune de Conflans-en-Jarnisy.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 11008 du 25 novembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Angomont

Par arrêté préfectoral n° 11008 en date du 25 novembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA comptage supplémentaire relais TDF La Roche aux Cochons sur la commune de Angomont.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 14865 du 25 novembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Varangéville

Par arrêté préfectoral n° 14865 en date du 25 novembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du remplacement poste « Meuzat » rue Foch sur la commune de Varangéville.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 25338 du 25 novembre 2008 autorisant EFFIM à exécuter des travaux sur la commune de Crusnes

Par arrêté préfectoral n° 25338 en date du 25 novembre 2008, EFFIM, 22 rue de la Libération - 88460 Docelles, a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'enfouissement du réseau électrique, du réseau téléphonique et du réseau d'éclairage public rue de la Douane, 4e, 5e et 6e avenue, sur la commune de Crusnes.

AUTRES SERVICES

CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

Extrait de la décision CIL n° 08618 du 31 octobre 2008 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant la mise en œuvre de l'analyse de l'évaluation des Maisons de Santé Rurales

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

D E C I D E

Art. 1^{er} : Il est créé au sein des organismes de mutualité sociale agricole un nouveau traitement automatisé d'informations à caractère personnel destiné à réaliser l'analyse statistique de l'évaluation des Maisons de Santé Rurales.

L'objectif de cette évaluation est d'améliorer l'approche de terrain, puis de faire valoir la capacité de la MSA à accompagner des projets d'envergure en améliorant l'offre de service (accompagnement de projet) et l'offre de soins sur le territoire (condition d'exercice des professionnels de santé et paramédicaux).

Seules les CMSA participant à l'expérimentation MSR sont concernées par le traitement.

La durée du traitement est de 10 ans.

Art. 2 : Les informations issues de ce traitement concernent les professionnels de santé et paramédicaux, les élus et les référents MSR et CMSA.

Les données sont relatives à :

- données administratives : nom, prénom, adresse, e-mail,
- données d'identification (profession, sexe, tranche d'âge, ...)
- situation familiale,
- vie professionnelle,
- adresse.

Art. 3 : Les destinataires des informations visées à l'article 2 sont :

- les CMSA concernées par le projet,
- la CCMSA (direction de la santé, sous direction de l'assurance maladie, département régulation organisation des soins et évaluation, service régulation évaluation).

Art. 4 : Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant auprès du directeur de la Caisse de la Mutualité Sociale Agricole dont ils relèvent.

Toute personne peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données la concernant.

Art. 5 : Le Directeur Général de Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Bagnolet, le 31 octobre 2008

Le correspondant à la protection
des données à caractère social,
Christian FER

Le directeur général de la caisse centrale
de la mutualité sociale agricole,
François GIN

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MSA LORRAINE est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité du Directeur Général de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès de la MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE LORRAINE. »

Vandoeuvre-lès-Nancy, le 18 novembre 2008

Le directeur général,
Jean-Marie GERARD

